



Les Echos du PNDP

N°027 # 3^e Trimestre 2021

*The National Community-Driven
Development Program's Bilingual
Quarterly Magazine*

www.pndp.org



IDA 18

Here we are!

The PNDP alleviates the difficulties of host population and that of refugees via the setting up of water points, classrooms, hospitals, etc, in councils in the East, Adamawa, North and Far North regions. Read more. Pp 17 to 46.



Programme National de Développement Participatif



HIMO-MINKA

- ▶ 25 Communes couvertes
- ▶ 30 projets à réaliser
- ▶ 6300 emplois en vue



SUIVEZ-NOUS SUR



www.pndp.org

A portrait of President Paul Biya of Cameroon, smiling and wearing a dark suit with a blue shirt and a striped tie. He is standing in front of a modern building with a geometric facade. In the top left corner, there is a small inset image showing a person holding a flag.

« (...) S'agissant de la décentralisation, un effort devra être fait pour accroître le niveau des ressources mobilisées au profit des CTD, conformément aux dispositions de la loi portant Code général des Collectivités Territoriales Décentralisées et des textes d'application y afférents. Aussi, les mesures d'accompagnement des CTD à l'exercice des nouvelles compétences à elles transférées, à la maîtrise du mode de budgétisation des ressources transférées, à l'arrimage de leur calendrier budgétaire à celui de l'Etat et au passage au budget programme, devront être poursuivies (...) »

Extrait de la circulaire n° 001 du 30 août 2021 relative à la préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2022.

S.E.M. Paul BIYA

Président de la République du Cameroun



Joseph Dion Ngute
Premier Ministre, Chef du Gouvernement



Alamine Ousmane Mey
Ministre de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)



Paul Tasong
Ministre Délégué auprès du MINEPAT
chargé de la Planification



Jean Tchoffo
Secrétaire Général du MINEPAT

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Marie Madeleine Nga

RÉDACTEUR-EN-CHEF

Messi Bala

jmbala@pndp.org

COMITÉ ÉDITORIAL

Alphonse Boyogueno, Georges Nkani, Isaac Ekeme, Emmanuel Elimbi, Charles Boube, Peter Elangwe

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Ludovic Amara

EQUIPE DE RÉDACTION

Sylvestre Chegoue, Paul Charlot Elomo, Charles Joël Tsiri, Stéphane Mbappou, Ludovic Amara, Abi Rhoda, Sidonie Nnomo, Ange Kofana

ADAMAOUA

Nana Maadjou, Bernard Oumarou Sali, Sorèle Guebediang

CENTRE

Rostand Embolo, Willy Azebaze

Est

Claudine Ashtekuemun, Elysée Olinga Ateba

EXTRÊME-NORD

Roger Eyenga, Delor Mbang Atangana, Joël Maman

LITTORAL

Bruno Daniel Nkandjo

NORD

Antoine Degem, Casimir Tekela, Dikwe Fondambele

NORD-OUEST

René Bertrand Nguko

OUEST

Boniface Megoua, Dupleix Sakam

SUD

Florent Hugues Bessala, Elisabeth Nzuno

SUD-OUEST

Alexandre Atangana

TRADUCTION

Tietse

ASSISTANT INFORMATIQUE

Abdoul Kadiri

MAQUETTE & MISE EN PAGE

Lordric Kako

IMPRESSION

Sopecam

TIRAGE

5000 exemplaires

ABONNEMENTS

lesechos@pndp.org

CELLULE NATIONALE DE COORDINATION

BP 660 Yaoundé-Cameroun
Email : pndp@pndp.org
www.pndp.org



ACTUALITÉS

08 HIMO-MINKA : On évalue à Garoua

09 Journées économiques internationales du Cameroun : Les CVUC en opération de charme à Paris

ESPACE MINEPAT

10 Eau potable en zones rurales : La Corée du Sud accorde 3 milliards de fcfa

11 RESILAC : Le Comité de pilotage tient sa 3^{ème} session

PARTENAIRES EN BREF

12 AFD : Fcfa 200 million for the promotion of sustainable cocoa in the East region

13 Union européenne : L'ambassadeur Philippe Van Damme en poste

FOCUS

14 FED- AGROPASTORAL : More than Fcfa 4 Billion soon to be invested in the East

15 Boumba-and-Ngoko : Seven integrated projects for Fcfa 799 million

DOSSIER

17 IDA 18 : C'est du concret sur le terrain

46 Far-North : Waza municipality is brought back to life

Extrême-Nord : La bataille de l'intégration des réfugiés et déplacés de Makary

North : Turnkey infrastructures already operational in Touboro

Adamaoua : Plus de 60 millions de FCFA pour le lycée bilingue de Meiganga

Adamaoua : L'abreuvoir de Wendocka est achevé

Est : Adinkol, l'école maternelle qu'on n'espérait plus

Une école maternelle : pour le bonheur des parents à Lolo I

East : Students and teachers better off in Tocktoyo

Est : Les tous petits de Boulembe choyés

East : The problem of revolving classrooms solved

IDA 18

Le témoignage des réalisations

Par Marie Madeleine Nga



Une mission d'évaluation somme toute normale de la Banque Mondiale, de passage sur le terrain dans la région de l'Est à l'effet d'apprécier la mise en œuvre du Programme, marque un arrêt fortuit dans un cadre assez retournant : sous un toit de chaume soutenu par quelques piquets, de jeunes élèves, des tous-petits, suivent assidûment une institutrice malgré le bruit assourdissant des véhicules qui passent tout près, sur ce tronçon de la route nationale N°1. Bouleversés par cette image, les membres de cette mission vont solliciter des informations sur l'éventualité de la mise à niveau de cette école, en vue d'améliorer les conditions d'apprentissage de ces jeunes rejetons. Il leur est confirmé que ce projet est non seulement inscrit dans le PCD de la commune abritant la localité, mais fait d'ores et déjà l'objet de la signature d'une convention de financement avec le PNDP, dans le cadre du Guichet Réfugiés IDA 18. Quelques mois plus tard, une école maternelle flambant neuve ouvrait ses portes au village Adinkol dans la commune de Mandjou. Cette localité, faut-il le relever, accueille de nombreuses familles de réfugiés venus de la Centrafrique voisine, en proie à un conflit d'ordre sociopolitique et aux conséquences sécuritaires. Cette nouvelle infrastructure, qui se veut moderne, revêt alors le caractère de profondément soulageant pour le plus grand bonheur des habitants, du corps enseignant, mais surtout des enfants qui bénéficient désormais d'un cadre d'apprentissage sain et adéquat, propice à l'appropriation efficace des savoirs y dispensés.

A l'instar d'Adinkol, plusieurs autres villages de la région de

l'Est, mais aussi de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord ont ainsi reçu diverses infrastructures socioéconomiques, toujours mus par la préoccupation majeure d'alléger les peines des populations, aussi bien celles dites « hôtes » que celles qui ont trouvé refuge par la force des choses. Ce sont dès lors, de longues files d'attente qui sont réduites par la multiplication des forages, quand ces derniers ne mettent tout simplement pas fin aux rixes causées par la rareté de la précieuse ressource hydraulique ; ce sont des écoles aux capacités renforcées pour accueillir un effectif plus important d'élèves ; ce sont des formations médicales désormais mieux équipées pour prodiguer des soins de qualité améliorée aux populations, etc.

A l'instar d'Adinkol, plusieurs autres villages de la région de l'Est, mais aussi de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord ont ainsi reçu diverses infrastructures socioéconomiques...

Chers lectrices et lecteurs, c'est en réalité ici que réside toute l'âme du Guichet Réfugiés IDA 18 au Cameroun, qui à travers l'approche intégrée, vise à fédérer les actions de quatre projets autour d'un objectif général commun : appuyer les pays qui accueillent un nombre important de réfugiés. Ainsi, le Programme d'Appui à la Réforme de l'Education au Cameroun (PAREC), le Projet de Renforcement de la Performance du Système de Santé (PRFSS), le Projet Filets Sociaux

(PFS) et le Programme National de Développement Participatif (PNDP), interviennent conjointement dans plusieurs communes. Il ne vous aura d'ailleurs pas échappé qu'au premier trimestre de cette année, nous consacrons déjà le dossier de la rédaction de la 25^{ème} édition de notre magazine institutionnel aux enjeux et les perspectives de l'approche intégrée.

Cet appui exceptionnel du partenaire stratégique de l'Etat qu'est la Banque Mondiale à travers ce Guichet, aux communes impactées par l'afflux massif et à durée indéterminée sur leur territoire, de milliers de réfugiés, est largement apprécié par les populations réfugiées, les populations hôtes et les autorités administratives. Elles expriment d'ailleurs abondamment leur exultation, en saluant au passage la qualité des projets exécutés jusqu'ici.

C'est le lieu de saluer l'important travail mené dans le cadre du processus de planification, ayant conduit à l'actualisation des Plans communaux de développement, favorisant alors le captage des besoins exprimés par l'ensemble des couches de la population, dont les réfugiés, afin d'y apporter conséquemment des solutions idoines et pertinentes à travers les réalisations. Une stratégie qui guide de manière essentielle l'action du PNDP depuis sa création en 2004. Une approche qui vise d'ailleurs à contribuer à la matérialisation au niveau territorial, de la volonté ferme et affichée de Monsieur le Président de la République, Son Excellence Paul BIYA, d'assurer la réalisation efficace de l'intégration à l'échelle nationale, régionale, continentale et même internationale. ▣

IDA 18

Testimony of achievements

By Marie Madeleine Nga

A normal evaluation mission of the World Bank, visiting the East region to assess the implementation of the Programme, made a fortuitous stop in a rather striking setting: under a thatched roof supported by a few poles, young pupils, very small ones, are assiduously following a teacher in spite of the deafening noise of vehicles passing nearby, on this section of the National Road No.1. Overwhelmed by this image, the members of this mission will request information on the possibility of upgrading this school in order to improve the learning conditions of these young children. It was confirmed that this project is not only included in the MDP of the municipality where the locality is located, but is already the subject of a financing agreement signed with the PNDP, within the framework of the IDA 18 Refugee Window. A few months later, a brand new nursery school was opened in the village of Adinkol in the municipality of Mandjou. This locality, it should be noted, hosts many refugee families from the neighbouring Central African Republic, which is in the grip of a socio-political conflict with security consequences. This new infrastructure, which is intended to be modern, has the character of a profound relief for the greatest happiness of the inhabitants, the teaching staff, but especially the children who now benefit from a healthy and adequate learning environment, conducive to the effective appropriation of the knowledge provided there.

Following the example of Adinkol, several other villages in the East

region, but also in the Adamawa, the North and the Far North received various socio-economic infrastructures, always driven by the major concern of alleviating the suffering of the populations, both those known as "hosts" and those who found refuge by force of circumstances. Long queues are therefore reduced by the proliferation of boreholes, when the latter simply do not put an end to the brawls caused by the scarcity of the precious liquid; schools have been strengthened to accommodate a larger number of pupils; medical training centre is now better equipped to provide better quality care to the population, etc.

Following the example of Adinkol, several other villages in the East region, but also in the Adamawa, the North and the Far North received various socio-economic infrastructures....

Dear readers, this is really where the soul of the IDA 18 Refugee Window in Cameroon lies, which through the integrated approach aims to federate the actions of four projects around a common general objective: support countries hosting significant numbers of refugees. Thus, the Education Reform support Project for Cameroon (PAREC), the Health

System Performance Strengthening Project (PRFSS), the Social Safety Net Project (PFS) and the National Community Driven Development Programme (PNDP), intervene jointly in several municipalities. In the first quarter of this year, we devoted the editorial focus of the 25th edition of our institutional magazine to the challenges and prospects of the integrated approach.

This exceptional support from the World Bank, a strategic partner of the State, to the municipalities affected by the massive and indefinite influx of thousands of refugees on their territory, is widely appreciated by the refugee population, the host population and the administrative authorities. They express their exultation in abundance, praising the quality of the projects carried out so far.

This is a good opportunity to salute the important work carried out within the framework of the planning process, which led to the updating of the municipal development plans, thus encouraging the capture of the needs expressed by all sections of the population, including refugees, in order to provide appropriate and relevant solutions through achievements. It is a strategy that has fundamentally guided the work of the PNDP since its creation in 2004. This approach aims at contributing to the materialisation on the ground of the firm will of the President of the Republic, His Excellency Paul BIYA, to ensure the effective implementation of integration at the national, regional, continental and even international levels. ▣

HIMO-MINKA : On évalue à Garoua

Compte tenu du contexte sécuritaire, c'est dans la capitale régionale du Nord que la mission composée de Pierre Farlotti (responsable d'équipe-projets à la division Agriculture, développement rural et biodiversité), Franck Leroy (chargé de mission partenariats projets à la division fragilités, crises et conflits) de l'AFD-Paris et Jean Yves Medang (chargé de projets PNPD) et Alix Membot (chargé des projets) de l'AFD-Yaoundé, a procédé à l'évaluation de la mise en œuvre de l'opération HIMO-MINKA (Extrême-Nord), mais aussi des autres projets financés par l'AFD notamment le FED- Agropastoral (Est, Adamaoua, Nord et Extrême-nord) et le C2D3 (Centre, Sud, Littoral, Ouest, Nord-Ouest et Sud-Ouest).

Mise en œuvre dans un contexte marqué par des défis sécuritaires importants, l'opération HIMO-MINKA se déploie à grands pas. Le niveau de financement des



activités fait état de 23 études de faisabilité en phase terminale, l'appel à manifestation d'intérêt de présélection des entreprises devant réaliser les microprojets ayant été lancés depuis le 26 juillet. S'agissant de l'ingénierie sociale, la contractualisation du consortium d'ONG chargé du déploiement est en cours et devait s'achever avant la fin du mois d'août 2021. De l'avis des parties prenantes, l'on pourrait amorcer le démarrage des chantiers entre décembre et janvier prochain. ▣

Les parties prenantes à l'école

Réunis à Gazawa dans le département du Diamaré, du 26 au 28 mai dernier, les maires bénéficiaires des 23 projets sur financement MINKA, le personnel des bureaux d'études retenus et ceux de la MIPROMALO ont été édifiés.

18 municipalités de la région de l'Extrême-Nord seront bientôt dotées de 23 nouveaux microprojets, dans le cadre d'HIMO III MINKA financé par l'Agence Française de Développement (AFD). La réalisation des pistes agricoles, mares artificielles..., nécessite la mobilisation des travailleurs et des acteurs maîtrisant le cahier de charges attendues.

Deux jours durant, à l'initiative du PNPD chargé de la mise en œuvre de cette opération, les maires des communes bénéficiaires, les personnels des bureaux d'études sélectionnés et ceux de la Mission de promotion des matériaux locaux (MIPROMALO) ont assisté à un atelier organisé à leur intention.

L'objectif étant de « procéder à la maturation des projets communaux,



d'harmoniser la compréhension du processus et surtout de clarifier les rôles de chacun des acteurs impliqués dans le processus » relève Charles Boubé, le Spécialiste en Passation des Marchés du PNPD, représentant, Marie Madeleine NGA, le Coordonnateur National.

En rappel, l'opération HIMO du PNPD est rendue à sa troisième phase

dans la région de l'Extrême-Nord. La première, mise en œuvre dans six communes, a été financée sur fonds du contrat de désendettement et de développement (C2D) ; la deuxième phase s'est étendue à 20 communes sur financement du fonds fiduciaires d'urgence de l'Union Européenne, dont la gestion a été déléguée à l'AFD. ▣

Journées économiques internationales des communes (JEICOM)

Les CVUC en opération de charme à Paris

Présent du 21 au 30 août 2021 dans la capitale française, Augustin Tamba a profité de son séjour pour mettre en vitrine cet évènement d'envergure que l'association qu'il dirige prépare.

C'est en ambassadeur des Journées économiques internationales du Cameroun (JEICOM 21) qu'Augustin Tamba a consacré son séjour parisien. Présent dans la capitale française, sur invitation du Mouvement des entrepreneurs de France (MEDEF), la délégation de l'association des Communes et villes unies du Cameroun (CVUC) a présenté l'évènement que cette instance se prépare à accueillir en décembre prochain.

Aux côtés d'Augustin Tamba pour vanter les JEICOM 21 se trouvaient aussi, Anicet Akoa (maire de Ngoulemakong), Gregory Mewanu (maire de la ville de Kumba), Jacques Kemleu (maire de Dschang) et André Magnus Ekoumou, ambassadeur du Cameroun en France. La délégation n'a pas manqué de présenter à leurs différents interlocuteurs (Dassault Systèmes, groupe Vinci, AIME, Mairie de Paris...) les opportunités et potentialités économiques dont regorgent les territoires camerounais, à travers les grands projets et innovations. Ces échanges ont aussi permis de rechercher des investisseurs pour de possibles partenariats



pouvant favoriser la transformation et le développement des communes et régions. ▣

PNDP and CVUC

Towards a new collaboration

During a working session on April 21, 2021, the two entities exchanged views on improving support for local development.

The meeting which took place on Tuesday April 21, 2021 between the National Community-Driven Development Program (PNDP) and the association of United Councils and Cities of Cameroon (CVUC), in Yaoundé, at the PNDP headquarters, had two main objectives. First, it was to review the cooperation between the two entities. The PNDP has been assisting municipalities for over 14 years in various ways. To its credit, "a certain number of infrastructures, a philosophy of participatory development, as well as training for our executives", said the national president of the CVUC, Augustin Tamba, who is also mayor of Yaoundé VII. Several municipalities have also benefited from the support of the PNDP in the preparation of their municipal development plans, a real

compass that allows mayors to better meet the needs of their populations.

After this overview, the two parties set out on ways to improve their relations for the future. Indeed, even if much has already been done, the new leadership of CVUC is fueling great projects within the framework of this cooperation. "A new Decentralization Code allows our organization to carry out other missions to support the activity of municipalities in the field. We have put a global panorama in place to discuss and see what can be improved and how we can have a permanent consultation platform to reflect together, in order to look in the same direction," explains Augustin Tamba.

The PNDP, through its National Coordinator, Marie Madeleine Nga, expressed its satisfaction following



this visit. This is indeed the first time that the president of the CVUC visits the headquarters of this body. This augurs well for a growing relationship between the two partners. ▣

Eau potable en zones rurales

La Corée du Sud accorde 3 milliards de Fcfa

L'accord de don a été signé le 1^{er} juillet 2021 par le Minepat et le représentant résident de l'Agence coréenne de coopération internationale.



Le don de 3,6 milliards de FCFA s'exécutera dans le cadre du Projet d'approvisionnement en eau potable en zones rurales, notamment dans les communes d'Ebebdá, de Koutaba, Massok et Matomb, sur une durée de quatre ans (2019-2023) à travers la construction et la réhabilitation des ouvrages d'adduction en eau potable. A terme, l'objectif est de faire passer le taux d'accès à l'eau potable de 35% à 85% dans les Communes ciblées. Selon le représentant résident de

l'Agence coréenne de coopération internationale (Koica), Gyuhong Lee, ces communes ont été choisies sur la base des critères de leur éloignement des centres urbains et des besoins énormes en eau potable. Ainsi, pour capitaliser ce don et faire profiter les populations, le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat) Alamine Ousmane Mey, a invité les maires des communes bénéficiaires à s'impliquer véritablement. A l'égard de la partie

Coréenne, dont la coopération riche et fructueuse avec le Cameroun s'agrandit de jour en jour, le Minepat a exprimé la gratitude du gouvernement et du peuple camerounais. Car, depuis 60 ans, le Cameroun a bénéficié de multiples appuis en provenance de la Corée du Sud, notamment dans les domaines de la santé, des TIC, de l'éducation, de la gouvernance, de l'agriculture et du développement rural, et aujourd'hui de l'eau et assainissement. ■

RESILAC

Le Comité de pilotage tient sa 3^e session

C'était le 30 juin 2021 à Yaoundé, sous la coordination de Charles Assamba Ongodo, Directeur général de la Coopération et de l'Intégration régionale au Minepat et président dudit Comité.



Au cours de cette troisième session du Comité de pilotage du Programme de Redressement Économique et Social Inclusif du lac Tchad (RESILAC), les participants ont échangé sur l'évolution de la mise en œuvre des activités, les acquis et surtout les stratégies de sortie du projet, qui prend fin cette année 2021. On aura appris que depuis 2018, date de démarrage du projet, plusieurs réalisations ont été effectuées dans les quatre communes cibles (Mindif, Dargala, Koza et Mora) de la région de l'Extrême-Nord, bénéficiaires du projet.

Plus concrètement, huit chantiers ont été réalisés sous forme d'activités à Haute intensité de main d'œuvre, mobilisant 1046 jeunes. Parmi ces jeunes, plus de la moitié se sont installés à leur propre compte à travers la création des activités génératrices de revenus dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, du petit commerce, de la couture, etc. Par ailleurs, 171 associations villageoises

d'épargne et de crédit ont été créées avec plus de quatre mille membres et une capacité financière de mobilisation de près de 45 millions de Fcfa. 54 microprojets collectifs ont déjà été financés et des accompagnements en santé mentale, en pratiques de soins ont été réalisés au grand bonheur des bénéficiaires. Abakar Abdou, premier adjoint au maire de la commune de Mindif ne tarie pas d'éloges à l'endroit de ce projet.

Même réaction du côté des bénéficiaires de la commune de Koza qui, grâce au RESILAC, vivent en harmonie avec les déplacés internes du fait de Boko Haram. Le Conseil régional de l'Extrême-Nord n'est pas en reste, car, il affirme s'être basé sur les travaux et études réalisés par le RESILAC et ses partenaires, pour élaborer son plan stratégique de développement. Du côté des partenaires, c'est aussi un satisfecit général. Selon Shanti Moratti, directeur pays d'Action contre la faim et chef de file du consortium d'ONG

de mise en œuvre du projet, à fin mai 2021, les données collectées depuis le démarrage du projet font état d'un taux de réalisation de 123%.

À cet effet, le directeur général de la coopération et de l'intégration régionale au Minepat, par ailleurs président du Comité de pilotage du RESILAC, a félicité tous les acteurs qui se déploient pour la réussite de ce projet qui vise à apporter une réponse adéquate aux besoins des populations les plus impactées par la crise sécuritaire de Boko Haram, et les changements climatiques en cours dans le Lac Tchad. Il a aussi remercié les bailleurs de fonds notamment l'Union européenne et l'Agence française de développement qui financent le projet à hauteur de 36 100 000 euros environ pour une durée de quatre ans (2018-2021) dans les quatre pays d'intervention que sont le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria. Au Cameroun, le RESILAC est mis en œuvre par un consortium d'ONG internationales. ■

AFD

Fcfa 200 million for the promotion of sustainable cocoa in the East region

The related financing agreement was signed between the Minister of Agriculture and Rural Development and the French Development Agency, with the aim of increasing cocoa production while protecting the environment in East Region.



It's a new dawn for farmers of itself to cocoa in Mindourou, a locality in the East region of Cameroon.

On March 26, 2021, the Minister of Agriculture and Rural Development (Minader) Gabriel Mbaïrobe and the French Development Agency (FDA), signed a financing agreement of 300,000 euros that is worth Fcfa 200 million. Convention relating to the promotion of sustainable cocoa in this locality of the country. In order to achieve this, the French company Pallisco has made a commitment to support the cocoa farmers of this locality on the outskirts of its forest concessions. "The aim is to enable them to produce sustainable and remunerated cocoa at a fair price. By working in partnership with a private operator, my ministerial department

will be given the opportunity through the Acefa Program to experiment with public-private collaboration, by deploying our agricultural advisory services," the Minister said.

Two main objectives are then expected from this project: "Behind the signing of this agreement, Minader, France and the Pallisco company, seek to increase cocoa production while respecting sustainable development in Cameroon. What we also want is that the cultivation of cocoa is done at the expense of deforestation. What we are also looking forward to is an increase in the productivity and quality of the cocoa produced here in Cameroon," French Ambassador to Cameroon Christophe Guillhou said.

It should be noted that this agreement is in line with the framework of action for sustainable cocoa without deforestation put in place on January 13, 2021, between the government, international partners, operators in the sector and civil society. As part of this platform, the different parties involved will have to work for long-term cocoa productivity, in particular through the rehabilitation of aging cocoa farms, the supply of improved seeds and actions aimed at increasing soil fertility all things which do not only increase yields, but also prevent deforestation by creating new plantations. ■

UE : l'ambassadeur Philippe Van Damme en poste

Depuis le 21 avril 2021, Philippe Van Damme a été officiellement nommé ambassadeur-chef de délégation, accrédité par l'Union européenne (UE), auprès de la République du Cameroun. Le diplomate d'origine belge a présenté ce 26 avril la copie figurée de ses lettres de créance au ministre camerounais des Relations extérieures, Lejeune Mbella Mbella.

Philippe Van Damme n'est pas à sa première expérience en tant qu'ambassadeur-chef de délégation. Avant son arrivée au Cameroun, il a occupé ce poste en Guinée et au Zimbabwe respectivement en 2010 et en 2014. Son dernier poste d'affectation avant le Cameroun fut celui de Conseiller politique à la direction Afrique du Service européen d'Action extérieure. Poste qu'il occupait depuis 2018. Diplômé en Sciences économiques et sociales à l'Université Catholique de Louvain en Belgique, il a entre autres mené une carrière d'universitaire, d'humanitaire et de financier. Dans ce parcours, il a tour à tour exercé à l'Université nationale du Rwanda, à l'Organisation mondiale de la Santé (Tanzanie), à Plan International Belgique, et à la Banque Paribas de Belgique.

Philippe Van Damme remplace au Cameroun l'Allemand Hans-Peter Schadek arrivé en fin de séjour en juillet dernier. ■



Cameroun-Onusida

La directrice-pays fait ses adieux au Minepat

En fin de séjour au Cameroun, Savina Ammassari a été reçue en audience le vendredi 25 juin 2021, par le ministre Alamine Ousmane Mey.

La diplomate onusienne est venue remercier le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Alamine Ousmane Mey, pour les facilités dont elle a bénéficié au cours de sa mission au Cameroun. Elle a également présenté les résultats obtenus dans le cadre des interventions d'Onusida dans notre pays. Notamment, l'élimination des frais d'utilisation liés au Vih (User fees) qui a eu un fort impact sur la vie des milliers de personnes vivant avec le VIH; la mobilisation de 165 milliards de FCFA auprès du Fonds mondial pour le financement des programmes

de lutte contre le Sida, le paludisme et la tuberculose pour la période 2021-2023 et également de l'initiative « Education plus » qui vise à réduire les infections par le Vih en maintenant les jeunes filles à l'école jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire. Cette initiative « Education Plus » est un plaidoyer de haut niveau qui engage près de dix ministères et 12 agences du Système des Nations Unies.

A ce sujet, Savina Ammassari a souhaité que le gouvernement camerounais porte une plus grande attention à l'investissement sur l'éducation, plus particulièrement celle des filles. Car, elles sont

beaucoup plus infectées que les garçons. La Directrice pays a par ailleurs relevé que « dans les 17.000 nouvelles infections enregistrées chaque année, deux tiers concernent les femmes et les filles. Celles âgées de 15 à 24 ans sont neuf fois plus infectées que les hommes du même âge ». Le Minepat a quant à lui salué cette initiative inhérente au développement du capital humain, qui est placé au cœur de la SND30.

Savina Ammassari quitte le Cameroun pour le Gabon, où elle assumera désormais les fonctions de Coordinatrice du Système des Nations Unies. ■

FED- AGROPASTORAL

Over Fcfa 4 Billion soon to be invested in the East

The PNDP, which materializes this project, has completed the pre-feasibility studies of projects registered under the EDF and intended to boost local development.



Within the framework of the financing of the 11th European Development Fund (EDF), particularly in its agro-pastoral component, made possible with the support of the European Union with delegation of management accorded to the French Development Agency (AFD), projects are planned in the four divisions of the East region. Implemented on the field by the PNDP, it aims to open up production basins and support agro-pastoral sectors in Boumba-et-Ngoko, Upper-Nyong, Kadey and Lom-et-Djérem. Concretely, the East region has an overall allocation of Fcfa 4,091,000,000. This project will boost of participatory local development in the production basins of promising sectors with the creation of wealth and jobs on clearly identified agricultural value chains. A joint mission dispatched by the national coordination of the

Program, supported by the regional coordination, as well as the sectors MINTP, MINADER, MINEPIA and MINEPDED went on a two weeks field work last April, to select the most relevant projects and their broad impact. Thus, we can remember that seven integrated projects are selected in the Boumba and Ngoko. One of the important projects that will be carried out here is notably the rehabilitation of the 20km Mbiali-Paya 2- River Bangué-Bondjé farm-to-market road.

In the Upper-Nyong, seven major projects are selected. We will thus see the rehabilitation of the Motcheboun-Mpoundou-Bameko and Baguempal-Nkoum farm-to-market road, 22 km long, with a ramp of about 1 km and a crossing to be built. Construction and equipping of a day-old chick farm. For the support component for

agro-pastoral sectors, note that a 10% contribution is required from beneficiaries. For Kadey, there are nine promising projects. One would expect here, for example, the rehabilitation of the Garoua Sambé-Kadey farm-to-market road over 9 km with the construction of 02 crossing structures. Finally in Lom and Djérem, where six integrated projects are selected, we can for example note the farm-to-market road Mandjou 1 - Gbakombo-Bakassi-Ngounte (27 km) with a strong agricultural potential and already in operation. According to the PNDP / East regional coordinator, Claudine Ashetkuemun, after this pre-feasibility mission, "we are awaiting the recruitment of a consultant who will carry out feasibility study. But already, a lot of hope founded in this project which will come in addition to what the government is doing on the ground in the East". ▣

Boumba-et-Ngoko

Seven integrated projects for Fcfa 799 million

Boumba-et-Ngoko will benefit on the one hand from five projects from the component on opening up production basins, for a total amount of Fcfa 658,000,000.

The projects will involve the rehabilitation of the Mbiali-Paya farm-to-market roadtrack. 2-Bangué- Bondjé River over 20km for Fcfa 140,000,000. According to the observations made in the field by the PNDP teams, for its use in all seasons, it requires rehabilitation works on the crossing / drainage works with about three bridges on the Bangé, Mo'ometeing and Mongbol rivers and tree pruning / felling on a strip of 2.5m on either side of the outer ditches. A strong agricultural activity exists along the stretch, in particular cocoa and plantain. Also, the development of the farm-to-market road serving the CES axis of Yenga-Kika over 24 km is taken into consideration for Fcfa 329,000,000. The section is relevant, because of its strong agricultural potential and the activity that takes place there. In addition, the section leads to the Boumba river, bordering with the Republic of Congo. However, the MINTP sector indicated to the mission team that the section is already the subject of financing, for which the service provider has already been selected, who is only waiting for the finalization of the bridge on PIB financing.

We should also mention, for this chapter, the rehabilitation of the Ngola 115 - Boumba farm-to-market road of over 10 km cost Fcfa 70,000,000. The project consists of rehabilitating of the Ngola 115 - Boumba agricultural track over 10 km . A strong agricultural activity exists along the stretch, in particular cocoa. The PNDP will also rehabilitate the Parny-Bienimana new farm-to-market road of over 10 km for an amount of Fcfa 70,000,000. The other project from which Boumba-et-



Ngoko will benefit through opening up of its production basins consists of the rehabilitation of the farm-to-market road Gari-Gombo (CMA) -Mombélé over 7km for a financing of Fcfa 49,000,000. For the farm-to-market road to be used all seasons, it requires rehabilitation works on the crossing/drainage. It is a 20m linear dyke with an allot and a bridge of about 15m. Tree pruning / felling on a 2.5m strip across the outer ditches. A strong agricultural activity exists along the track, in particular cocoa and plantain.

With regard to support for agro-pastoral sectors at an overall cost of 141,000,000 F, two major projects will be carried out, with the contribution of 10% from the beneficiaries. On one

hand the construction and equipment of a 360 m² storage warehouse for the storage of agricultural products for an amount of Fcfa 66,000,000. That is a personal contribution of Fcfa 6,600,000. It should be noted that the project is supported by the SCOOP-CA Mbo'o goat Cooperative. The relevance of the project was noted by the PNDP team mission as well as the accessibility of the site and its socio-environmental compliance. On the other hand, we will see the construction and equipment of a nursery center with hatchery of Fcfa 75,000,000 and the contribution of the beneficiaries of Fcfa 7,500,000. The project is supported by the Cooperative of fish farmers of Boumba-et-Ngoko. ■

PNDP



Programme National de Développement Participatif



VOLET AGROPASTORAL - 11^{ème} FED

Nouvelle ingénierie de planification territoriale

- ▶ Appui technique aux Syndicats de Communes (SYNCOM).
- ▶ Réalisation des différents diagnostics participatifs (DIO, DIAFA et DETI).
- ▶ Planification et programmation territoriale du développement.



Projet financé par



SUIVEZ-NOUS SUR



www.pndp.org

IDA 18

C'est du concret sur le terrain

A travers la réalisation des points d'eau, des salles de classe, des hôpitaux, dans les communes de l'Est, de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord, le PNDP allège les difficultés des populations hôtes et des réfugiés.



C'est dans le tumulte et les soubresauts d'une année 2020 fortement marquée par la pandémie mondiale à Covid-19, qu'a été lancé officiellement le guichet spécial IDA 18 pour réfugiés et communautés hôtes. Ce guichet cible les situations où la présence de réfugiés exerce une pression économique et sociale sur les zones des communautés accueillant ces réfugiés. Pour la mise en œuvre de ce financement accordé au Cameroun, une touche et une démarche particulière : l'approche intégrée. Il s'agit d'une approche novatrice adoptée par le gouvernement et ses partenaires, notamment la Banque mondiale. Elle consiste, pour les quatre projets bénéficiaires, à intervenir dans les mêmes communautés afin de satisfaire les besoins les plus urgents des populations hôtes et réfugiées, et d'améliorer leur bien-être de manière intégrée.

Car pour comprendre la portée de l'action de IDA 18, il faut rentrer dans nos environnements et nos maisons propres. Lorsqu'un chef de famille voit les effectifs de sa maison passer du simple au double, voire au triple, il est clair que ses factures d'électricité et d'eau vont grimper, que les dépenses en nutrition, santé vont s'accroître, que les espaces de couchage vont devoir s'agrandir, que les jouets et les espaces de jeux ne seront plus suffisants. On comprend et perçoit

mieux quelle peut-être la charge supportée par les communes et qui justifie amplement le financement de ce guichet IDA 18, mais davantage la nécessité d'une action synergique entre les différents programmes et projets, dont le PNDP.

Dans ce maillage, le PNDP joue sa partition en déployant ses efforts, son savoir-faire et son expertise autour de l'amélioration subséquente des services sociaux de base, sur lesquels s'exerce une très forte pression du fait de la demande qui au plus fort de l'afflux a tutoyé des niveaux très élevés. C'est la réalité concrète, pratique et palpable de la mise en œuvre, par le PNDP, des projets financés sur IDA 18, que les reporters sont allés capter sur le terrain.

De l'Est à l'Extrême-Nord, de Waza à Mandjou, en passant par les communes de Touboro, Meïganga, Kette, Garoua-Boulai, les projets et équipements fleurissent après avoir bourgeonné. L'offre hydraulique, sanitaire, éducative pour ne citer que celle-là, redonne du souffle aux communes qui sont au cœur de la résilience. La réduction significative de la pénibilité porte les germes de l'espoir d'une amélioration croissante des conditions de ces populations, dont les articles à lire dans ce dossier en sont l'éloquent témoignage. ▣

Far-North

Waza Municipality brought back to life

Seriously affected by the war against Boko Haram, the locality has been able to benefit from social infrastructures that allow refugees and host population to be satisfied.

If Waza's reputation as a tourist destination has been damaged worldwide, it is because of attacks by Boko Haram fighters. Waza, in addition to its 30,000 inhabitants, hosts more than 2,500 refugees and about 6,000 internally displaced persons (IDPs) who have spontaneously created 15 villages where they are settled, says Balla Melle, first Deputy Mayor of Waza.

The Waza National Park is internationally known, and this has also made it famous. But since the onset of insecurity in 2014, Waza has ceased to reflect the label of tourist destination that is attached to it. However, according to Balla Melle, the security measures put in place have enabled the revival of the tourist economy in this municipality. Furthermore, the people



of Waza have always had access to drinking water as their main concern. This sad page is being turned with the completion of a water tower and

the donation by the PNDP of several storage tanks to keep the water flowing in Waza. ■

PORTRAIT

L'accomplissement d'un rêve

Balla Melle

Toute première femme dans le trio de l'exécutif communal de Waza, cette commis de pharmacie au Centre de santé de Waza relève l'importance de ce don.

C'est elle qui brise le mythe de voir une femme comme membre de l'exécutif de la commune de Waza. Depuis le 18 février 2020, Balla Melle est la toute première femme non seulement membre de l'exécutif communal, mais surtout la première adjointe au maire. Commis de pharmacie au Centre médical d'arrondissement de Waza depuis le 27 septembre 1997, cette mère de cinq enfants ne rêve que du développement de sa commune. « La politique est un canal adéquat pour moi pour accomplir mon rêve, celui de contribuer efficacement au

développement de la commune de Waza », défend-t-elle.

A la question de savoir d'où lui vient la force et le courage, voir l'audace d'oser, Madame le maire revendique une expérience récoltée dans la société. « Quoique je sois autochtone de Waza, je n'y ai pas grandi. J'ai passé mon enfance à Poli, dans le Nord Cameroun, et j'ai beaucoup voyagé. C'est seulement en 1990 que je suis revenue au pays natal pour m'installer à Waza », explique la magistrate municipale. « J'ai vu et appris comment les autres font ailleurs, voilà pourquoi je partage cette

expérience avec mes frères et sœurs de Waza pour qu'ensemble nous bâtissons notre communauté », poursuit-elle.

« Je voudrais qu'après nous, les générations futures héritent d'un socle de développement qui leur permettra de s'épanouir et d'avoir les conditions de vie améliorées mieux que nous aujourd'hui », dit-elle. Pour Balla Melle, même l'insécurité qui a frappé de plein fouet Waza depuis 2014, « doit être une opportunité, un appât pour stimuler le développement de tous les villages de Waza », souhaite-t-elle. ■



Extrême-Nord

Le PNDP en urgentiste à Zigagué et Waza

Des équipements et des médicaments ont été offerts à des formations sanitaires dans le but d'améliorer les conditions de travail et la qualité des soins.



Pour éviter la pression sur les 30.000 âmes hôtes de la commune de Waza que pourrait créer la présence des 13 171 réfugiés nigériens et déplacés internes, la commune a jugé utile de soutenir le Centre médical de Waza en apportant à travers le PNDP, un appui en médicaments et équipements divers d'une valeur de plus de 15 millions de FCFA. Les localités ciblées par ce don sont le

Centre médical d'arrondissement de Waza et le Centre de santé intégré de Zigagué. Des zones qui ont plus connu les affres de Boko Haram et qui enregistrent aujourd'hui le plus grand nombre de déplacés internes et de réfugiés.

Le personnel du Centre médical de Waza, n'en revenait pas à la vue du don. « *Ce n'est pas habituel pour nous. Nous sommes très émus parce*

que même la qualité de notre travail va changer », témoigne Abdoulaye Boukar, infirmier. « *Cela nous permettra d'apporter non seulement des soins de qualité aux patients, mais surtout de contribuer à réduire les conflits qui pourraient subvenir entre les réfugiés et déplacés internes, et les populations hôtes qui pourraient voir leurs ressources diminuer* », explique Balla Melle, la 1^{ère} adjointe au maire de Waza. ■

Réactions



Abdoulaye Boukar, infirmier au CMA de Waza.

« Le don du PNDP résout plus d'un problème ».

Notre centre de santé est fréquenté par une diversité de patients. Il y a les populations hôtes, les réfugiés et les déplacés internes. Le besoin en matériels et en médicaments se faisait déjà trop ressentir car la demande était plus forte que l'offre. Nous avons reçu les matériels de chirurgie, les meubles, les lits, les matelas, les chaises, les tables, les cuves à eau, etc. Au point qu'il n'y a même plus de place pour utiliser tout.



Atticlado, commis de pharmacie du Centre de santé intégré de Zigagué

« Les réfugiés sont les bienvenus ».

Le PNDP a apporté beaucoup de choses telles que des chaises, des blouses, des boîtes à vaccin, des boîtes à petites chirurgies, un réfrigérateur, un groupe électrogène, des tensiomètres, des thermomètres, des glacières, des lits d'observation et d'hospitalisation, etc. Nous accueillons généralement des Camerounais, des réfugiés nigériens, des déplacés internes des localités environnantes. Ce don participe vraiment à accompagner l'hôpital.

Extrême-Nord

La bataille de l'intégration des réfugiés et déplacés de Makary

Des stratégies sont multipliées par la mairie pour que les réfugiés aient le même confort que les populations hôtes.

Les pouvoirs publics s'investissent en vue de redonner à cette localité son auréole d'antan. « Si vous vérifiez bien, vous verrez que depuis qu'on parle des Boko Haram, ces criminels n'ont jamais mis pied à Makary », déclare Abgassi Adoum, maire de la commune de Makary.

A sa population de 120 000 habitants environ, chiffre du dernier recensement de la population au Cameroun, s'ajoutent des centaines de réfugiés et déplacés internes. Sur les 33 886 réfugiés que compte le département du Logone et Chari, la ville de Makary en compte 985, et les autres localités autour d'elle enregistrent près de 13 000 réfugiés.



« Nous mettons tout en œuvre pour qu'aucune personne ne soit lésée. L'éducation, la santé, bref l'accès aux services sociaux de base est notre

priorité à la mairie de Makary », rassure le maire.

Au nombre des difficultés auxquelles les populations de Makary sont confrontées, figure en bonne place le transport. 105 km séparent la ville de Makary de Kousséri. Le tarif normal est de 6 000 FCFA dans les véhicules de transport public. En période des grandes pluies, le coût du transport monte à 15 000 FCFA et ce sont généralement les conducteurs des motos-taxis qui bravent cette route. Malgré la déperdition scolaire qui reste une réalité dans l'arrondissement de Makary, les efforts continuent d'être déployés dans la mise en place des infrastructures scolaires. ■

Des salles de classe pour renforcer l'éducation à Afadé

Le bâtiment flambant neuf est bien en vue à l'école publique groupe II d'Afadé, dans la commune de Makary. Il s'agit de deux salles de classe et un bureau pour le directeur de l'école, tous construits et équipés par le PNDP. Il a coûté plus 27 millions de FCFA. Le directeur de l'école, Fangou Hare, ne cache pas sa joie. « Mes 720 élèves sont désormais dans le confort qu'il faut pour bien étudier. Il y n'aura plus d'élèves assis à même le sol ou sous les arbres pour prendre les cours, il n'y a pas plus beau cadeau que d'investir dans l'éducation je vous assure », lâche-t-il. Même son de



cloche chez Aladji Tété, parent d'élève. « Nous avions du mal à voir nos enfants assis à même le sol à l'école. Nous l'acceptions malgré nous parce que nous n'avons pas de moyen, mais aujourd'hui ce don du PNDP est venu résoudre d'un trait ce problème. Nous sommes soulagés », dit-il.

A la mairie de Makary, le maire Abassi explique que le choix d'Afadé repose sur le constat fait sur le terrain : la démographie de cette localité est très galopante depuis quelques années avec la situation d'insécurité que traverse la région. ■

PORTRAIT L'âme d'un samaritain

Aladji Tété

Ce parent, natif d'Afadé et épris d'hospitalité accueille les réfugiés victimes de Boko Haram et leur facilite l'intégration locale.



Aladji Tété, la cinquantaine sonnée, est un parent d'élève natif et installé à Afadé. Depuis 2014, les exactions causées par le conflit Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord ont beaucoup perturbé son vécu quotidien. Face à la terreur et aux atrocités des combattants de Boko Haram, plusieurs Nigeriens ont fui leurs villages pour se réfugier au Cameroun, et précisément dans les villages de l'arrondissement de Makary, parmi lesquels Afadé. A lui seul il héberge trois familles

nigerianes qui se sont réfugiées à Afadé. « Voyez-vous ? Vous voulez qu'ils aillent où ? Ils sont entrain de fuir la guerre, et si nous aussi nous les chassons, c'est Dieu qui va nous punir, voilà pourquoi je les accueille, le peu que j'ai nous partageons » témoigne-t-il.

S'agissant des nouveaux bâtiments de l'Ecole publique d'Afadé, construits par le PNDP, pour Aladji Tété, « C'est comme si le PNDP lisait dans nos pensées, le besoin était là et nous ne savions quoi faire, le jour où on nous a annoncé la nouvelle, je

n'y croyais pas, mais aujourd'hui je vois comment les salles de classe sont là. Ça fait la fierté du village », dit-il. Dans ces explications, le nombre d'habitants qui a augmenté avec les déplacés et les réfugiés devenait déjà un problème. « Les enfants n'avaient plus assez de places à l'école, et la construction de ces deux salles de classe est une solution qui tombe à pic », dit-il. « Le directeur n'avait même pas de bureau. Aujourd'hui il peut s'installer et recevoir les usagers dans un cadre agréable. Quoi de plus bien que ça ? », s'interroge-t-il. □

Réactions



Abassi Adoum, maire de la commune de Makary

« Nous accueillons mieux les réfugiés et déplacés ».

Il faut le dire haut et fort, le partenariat avec le PNDP a permis à notre commune de beaucoup gagner. Nous n'allons pas dire que le PNDP nous a tout donné, mais nous pensons qu'il nous a appuyé sur l'essentiel, je dirai même l'utile. Quoi de mieux que l'éducation à votre avis ? Et ce n'est pas la première fois. Nous venons de bénéficier d'un bloc de deux salles de classe avec un bureau pour le directeur. Toutes ces infrastructures sont équipées. La cour de l'Ecole primaire groupe II de Afadé est parsemée d'arbres pour lutter contre l'avancée du désert. Nous sommes vraiment contents.



Maram Abami, élève en classe de CMI à l'Ecole publique groupe II d'Afadé.

« Nos rêves seront enfin réalités ».

Je suis très content de voir les nouvelles salles de classe et les tables bancs que le PNDP a offert à notre école. Maintenant nous n'allons plus nous asseoir par terre. Avant que ces bancs n'arrivent, nous nous asseyions sur des cailloux ou des briquettes pour prendre les cours. Je pense que tout est réuni pour que nous devenions de grands hommes dans ce pays et nos rêves réalités.



Faugou Haré, directeur de l'Ecole publique groupe II d'Afadé.

« Le confort est enfin là ».

Mon école accueille beaucoup de réfugiés et de déplacés internes. La grande difficulté que nous rencontrons au quotidien, c'est le manque de personnel, nous sommes cinq enseignants pour six niveaux d'étude, vous voyez ! Aujourd'hui, je suis très content de voir ces bâtiments et beaucoup plus les matériels dont le PNDP nous a doté. Nous promettons d'en faire bon usage. Voilà pourquoi je pense que ce don va améliorer nos conditions de travail et par ricochet améliorer la qualité de l'éducation pour cette communauté perdue aux confins du bassin du Lac Tchad.

INTERVIEW

« Les populations hôtes ont un sentiment de justice et d'équité retrouvées »

Roger Eyenga, Coordonnateur régional PNDP-Extrême Nord

Pour ce responsable régional du PNDP, les projets IDA 18 redonnent leur dignité aux bénéficiaires.

□ Qu'est-ce que les projets IDA 18 sont venus résoudre comme problèmes dans les communes choisies dans la région de l'Extrême-Nord ?

Les communes identifiées comme bénéficiaires du Guichet réfugiés IDA 18 dans la région de l'Extrême-Nord sont celles de Fotokol, Logone-Birni, Makary, Mokolo, Mora et Waza. De par leur situation géographique frontalière au Nigeria, il faut dire d'entrée de jeu qu'il s'agit ici des communes qui étaient directement exposées aux exactions de Boko-Haram ou aux déplacements des populations fuyant ces derniers. Ainsi les problèmes connus dans ces six communes se posent sous deux angles : celui des infrastructures d'accueil dans les communautés dans lesquelles ces réfugiés débarquent, mais aussi celui de la vulnérabilité de ces populations hôtes qui en partageant leurs terres, leurs ressources et leurs infrastructures avec les populations réfugiées se mettent elles-mêmes en situation de vulnérabilité. Concernant les infrastructures sociales dans les communautés d'accueil, on peut dire au regard de l'explosion des statistiques en termes de populations à accueillir que celles-ci n'arrivent plus à satisfaire la demande de ces dernières tant sur le plan de la santé, l'éducation et celui de l'approvisionnement en eau potable ; pour ne citer que ces cas-là. C'est pourquoi le PNDP a été chargé du volet infrastructures de ce Guichet IDA 18.

□ N'y a-t-il pas d'autres communes nécessitées, et pourquoi n'ont-elles pas été choisies ?

Effectivement. Comme cela est d'ailleurs le cas sur l'ensemble des communes de l'Extrême-Nord frontalières avec le Nigeria à savoir celles de Bourha, Darak, Hile-Alifa, Kolofata, Mogode, Mayo-Moskoto et dans une certaine mesure Koza qui sont toutes dans la zone dite sensible, elles pouvaient aussi être éligibles. Mais le principal critère, qui est celui défini par les Nations-unies à travers le HCR, requiert pour ce faire que la commune ait une population de 1500 réfugiés au moins ou alors 3% de réfugiés par rapport à sa population totale, critère que

ces sept communes n'ont pas rempli.

Toutefois il n'en demeure pas moins que ces sept communes, compte tenu des besoins énormes sur le terrain, aspirent également à bénéficier de ce financement IDA 18.

□ Quels sont les retours que vous avez des bénéficiaires ?

Le feed-back reçu des bénéficiaires traduit un véritablement sentiment de soulagement, dans la mesure où ces populations et communautés qui avaient l'impression que le ciel leur était tombé sur la tête et qu'elles étaient abandonnées à leur sort, réalisent qu'effectivement elles restent au centre des préoccupations du Cameroun, et qu'au-delà de l'action sécuritaire menée par les forces armées, il y a en tandem une action humanitaire et sociale que le gouvernement, avec l'aide de ses partenaires techniques et financiers, a également entrepris pour leur permettre de retrouver leur dignité humaine.

En creusant un peu plus auprès des populations hôtes, elles nous ont laissé entendre que les actions telles qu'elles voient le PNDP les mener dans le cadre de IDA 18 leur donne un sentiment de justice et d'équité en ce sens que ce sont elles qui accueillent souvent les populations réfugiées, mais alors qu'elles auront partagé avec ces dernières leurs terres et leurs ressources, elles ont l'impression d'être elles-mêmes devenues vulnérables du fait de leur hospitalité. Ce que certaines actions humanitaires ne prennent pas toujours en compte.

Mais en renforçant les infrastructures de santé, éducatives et hydrauliques elles ressentent moins cette vulnérabilité et peuvent éprouver une reconnaissance sincère envers l'Etat. Car pour les hôtes comme les réfugiés, les accès à l'eau, à l'éducation, à la santé sont un droit universel que tous partagent dans ces communautés sans stigmatisation envers les réfugiés. □

North

Turnkey infrastructures already operational in Touboro

Next to the equipped classrooms, there is a water supply system and a protective fence under construction.

In a few weeks, the Walde Government Nursery School in Touboro will look great. The fence, which is currently being finished, will secure the two classrooms building equipped with desks, as well as a water tower with solar system. The school is part of the IDA 18 programme, implemented by the PNDP for the benefit of the population of the Touboro Sub-division, as well as the refugees living there. Operational since 2014 and officially created by the government in 2016, this government nursery school with 40 pupils, houses 8 refugee pupils.

"Before the construction of this building, we were in the vicinity of the Government School, in classrooms made of temporary materials. This building and the water supply system with a castle will modernise our school, and the number of pupils will be consistent from next year onwards," says the school's Headmistress. Not far from there, about one kilometre away, another PNDP project stands majestically. It is a building with two classrooms, equipped with desks. This other projects of the IDA 18 programme is located in the Government School Group I B of Ouro Barka, a neighbourhood not far from Manrigara, an area where many refugees have settled.

The head of the school, Aliou Hamadama, counts 201 refugee children out of a total of 821 pupils. Among these refugee children, the most numerous are those in the lower grades, namely CLASS 1 and CLASS 2. Moreover, education authorities have seen fit to create an annex of the school not far from the Manrigara site, where these refugees are settled. The aim is to enable young children to avoid travelling long distances to school. Added to these PNDP-built classrooms is a block of three latrines, again donated by the IDA 18 programme. This achievement solves the problem of hygiene and sanitation, with waste bins installed in each establishment. ■



Reactions



Samuel Houtoule, resident of Mbaï-mboum.

« This is the first time we are receiving this kind of investment ».

The borehole with solar system will be very useful for the modern slaughterhouse in Mbaï-mboum. This drinking water system is a solution to the problem of lack of water that we have here at this slaughterhouse. From now on, with the slaughterhouse and the borehole that already produces drinking water, the butchers will have good conditions for slaughtering animals. This is the first time that the locality of Mbaï-mboum is receiving this kind of investment." The boreholes that existed until now were human-powered.



Emmanuel Fovenso, Headmaster of the Government Bilingual Primary School of Mbaï-mboum

« These classrooms came to solve a problem which really exists »

The total number of pupils in this school is 471. Among these pupils, we have about 279 boys and 192 girls. For the ongoing school year, we enrolled 53 pupils who are refugees. At the creation of this Government School in 2013, we only had 27 pupils. I took the initiative to rent a small room, which was used as the classroom and the headmaster's office. The construction of a building by PNDP, with two classrooms, brings a solution to a problem which really exists.

INTERVIEW

« It is thanks to PNDP that our municipality has this visibility »

Célestin Yandal, Mayor of Touboro Municipality

The Mayor is satisfied with the IDA social projects implemented in his locality

□ What about the refugees living in the Municipality of Touboro? ?

Concerning refugees living in our municipality, HCR recent statistics indicate that there are more than 22 000 refugees. But what makes it different is that these refugees do not live in the same camp. They are scattered within the population. You just have to observe at the entrance of the town at Manrigara, where there is a large number of refugees installed there. In Mbaï-mboum also, there is a large number scattered within the population. These refugees live in perfect cohesion with the local population. If today we are able to welcome projects completed within the framework of the IDA 18 project, it is because the arrival of refugees increased the difficulties we were facing at the health, hygiene and school infrastructure levels. Today, with support from partners, including the PNDP, this support will considerably

improve the living conditions of the population. These projects are therefore very timely.

□ What are the IDA 18 projects in your municipality?

The process is in its early stages. Drilling in villages, classrooms, equipment in health centres, equipment in schools, infrastructure for the supervision of young people, which are also contained in the bank of projects that we have. I would like to express, on behalf of the entire population, and on my own behalf, our deep gratitude to the PNDP. If our municipality has this visibility today, it is thanks to this partner. I would like to take advantage of this opportunity to appeal to other partners to come to our aid because the municipality alone cannot cope with the burden of all these people. Thanks to the public authorities, thanks to PNDP, and thanks to MINEPAT.



Adamaoua

Plus de 60 millions de FCFA pour le lycée bilingue de Meiganga

Pour résorber le déficit en infrastructures scolaires, deux blocs en construction sont le fruit du partenariat entre la mairie et le PNDP à travers le projet IDA 18.

Le lycée bilingue de Meiganga est en plein chantier. Une visite effectuée dans l'enceinte de cet établissement scolaire samedi, 8 mai 2021 a permis de constater que deux blocs constitués de trois salles de classe chacun sont déjà définitivement sortis de terre comme des champignons. Les fondations sont achevées, les élévations terminées et les travaux de finitions notamment le crépissage et les enduits sur les murs verticaux ont démarré. Tout comme la charpente et la couverture du premier bâtiment qui sont aussi en cours d'exécution. Ici, des bruits de marteau agrémentent le quotidien du personnel administratif et des élèves qui serrés comme des sardines attendent impatiemment la fin des travaux pour être à l'aise.

Des travaux qui se déroulent sous le regard vigilant de l'ingénieur du marché, Jean Mirabeau Lowe. « *Nous sommes à trois mois et demi d'activités et l'évolution des travaux se situe entre 45 % et 50 %. Le premier bâtiment est presque totalement tôle et les travaux de plafond ont démarré. Il y a encore beaucoup à faire parce que le projet avait une durée de 180 jours. Mais, nous avons des travaux de crépissage à terminer, des ouvertures à positionner, les claustras à réaliser, le dallage, le traitement de finition du sol, la peinture et les autres raccordements de VRD* », explique l'expert. Et d'ajouter : « *Avec le rythme de l'entreprise, on espère sauf cas de force majeure que le chantier sera livré dans les délais d'ici trois mois* ».

La commune de Meiganga considérée comme la plaque tournante du département du Mbéré accueille plus de 11 000 réfugiés parmi lesquels ceux venant de la République centrafricaine et des déplacés internes des régions anglophones. Face à cette situation, un besoin en 14 salles de classe a été exprimé. C'est dans cette optique que la mairie de Meiganga a reçu



du PNDP à travers le projet IDA 18, un financement de plus de 60 millions pour la construction de ces infrastructures (six salles de classe exactement) qui seront équipées de 180 tables-bancs à leur livraison. Bien que le déficit soit comblé de moitié, le maire Kombo Aboubakar se réjouit de

l'action du PNDP. « *Au départ, c'était comme un rêve. Mais celui-ci est devenu réalité avec les travaux qui se déroulent en ce moment dans cet établissement scolaire. Même si le gap est encore là à cause de la demande qui est forte, c'est un grand soulagement* », confie l'édile de Meiganga. ■

Réactions

**Kombo Aboubakar, maire de Meiganga.****« Le PNDP, notre Dieu donné »**

Nos difficultés ont commencé avec l'arrivée massive des réfugiés en quête de paix depuis 2014. Il nous a fallu les accueillir, les installer et les prendre en charge avec tout ce que cela comporte comme incidence financière. Nous accueillons 6000 réfugiés dans le camp de Ngam et à peu près 5000 hors camp qui sont répartis dans nos agglomérations. En dehors de cette situation, nous avons aussi 212 déplacés internes venus du Nord-Ouest et Sud-Ouest. Pour résoudre cette équation difficile, la commune a élaboré un projet de prise en charge de ces réfugiés en compilant un ensemble de sollicitations. Il s'agit notamment de celles relatives au besoin en salles de classes, centres sanitaires où les besoins sont passés du simple au triple. Le PNDP a entendu nos cris et nous lui disons infiniment merci. C'est notre Dieu donné.

PORTRAIT

Nfon Victor Mabuh**Un homme comblé**

Le censeur du lycée bilingue de Meiganga et parent d'élèves considère ces infrastructures comme une bouffée d'oxygène dans cette localité.

C'est avec une mine heureuse et fière que Nfon Victor Mabuh admire les travaux de construction de deux blocs de trois salles de classe, entamés il y a quelques mois au lycée bilingue de Meiganga. Cet homme, la quarantaine à peine entamée a été affecté à Meiganga comme enseignant en 2010. Originaire de la région du Nord-Ouest, en plus d'être censeur, il est aussi parent d'élèves parce que trois de ses enfants sont inscrits dans cet établissement scolaire.

Lorsqu'il regarde ces infrastructures qui se dressent fièrement dans l'enceinte de ce lycée, il ne cache pas sa satisfaction et n'a de cesse de remercier le PNDP. « *Le besoin en salles de classe était criard depuis longtemps. Nous avions moins de 25 salles de classe et cette situation nous a poussé à louer chaque année un bâtiment ailleurs pour dispenser les cours aux élèves. Ce déficit avait également une incidence sur le recrutement des élèves parce que faute*



d'espace, nous ne pouvons pas admettre de nouveaux élèves bien qu'étant le seul établissement bilingue jusqu'à l'année dernière dans le département du Mbéré. Le Minesec a créé un autre lycée bilingue il y a un an », poursuit-il. Et d'ajouter : « Avec ces six nouvelles salles de classe, nous sommes contents. Elles sont si grandes qu'on peut subdiviser chacune en deux avec des contre-plaques. Désormais avec ces infrastructures, nous pouvons accueillir les candidats aux examens officiels de la section anglophone du GCE Ordinary et Advanced Level et de la section francophone au BEPC, Probatoire et Baccalauréat ». La ville de Meiganga étant située dans une zone sous scolarisée, ces bâtiments vont réduire la consommation des stupéfiants chez les jeunes ayant abandonné les classes faute d'espace d'accueil. Ils pourront s'inscrire dès l'année prochaine parce que le lycée bilingue de Meiganga peut désormais accueillir 100 élèves de Form I à raison de 50 par classe. ■

Adamaoua

L'abreuvoir de Wendocka est achevé

La construction du forage par la mairie grâce au PNDP a bouclé les derniers réglages et peut éteindre enfin la soif de la population.

La population de Wendocka n'en croit toujours pas ses yeux. La construction d'un forage est en train d'être achevée. Bientôt, les hommes et les femmes y compris leurs enfants sans oublier les réfugiés vont boire de l'eau potable. C'est le premier point d'eau et c'est avec impatience qu'ils attendent le jour où l'eau va couler à flots. D'après le maire de Dir, Housseini Issa, les travaux qui ont débuté en février 2021 sont censés s'achever à la fin du mois de mai. « L'exécution des travaux se situe à 90%. Il ne reste que l'installation de la pompe. En tant que maître d'ouvrage, il y a des choses à revoir afin de passer à la réception de l'ouvrage réalisé grâce au concours du PNDP à hauteur de huit millions de FCFA dans le cadre du financement IDA 18 », explique l'édile. Au sein de la communauté, sur les visages, on s'imagine tourner la pompe d'où jaillira de l'eau potable mettant la communauté à l'abri de la fièvre typhoïde, des vers intestinaux entre autres. « Nous allons nous approvisionner dans les rivières et cours d'eau malgré que l'eau contienne des microbes. Ceci parce que nous n'avons pas d'autres solutions et cette situation nous exposait constamment aux maladies hydriques. Nous sommes très fiers de cet ouvrage et nous attendons



que les travaux s'achèvent rapidement pour nous soulager et nous permettre de boire à la bonne source », confie Ibrahim.

C'est que, dans cette commune qui s'étend sur une superficie de 4 300 km² dans le département du Mbéré, on dénombre 64 000 âmes et de nombreux réfugiés soit environ 7 500 personnes. Face à cette situation, la mairie grâce à son Plan communal de développement (PCD) a pu les recenser parce que la plupart vivent dans les familles et les communautés. Et pour bien vivre, il

faudrait un accès à l'eau potable. Un pari réussi grâce à l'appui financier du PNDP qui n'a pas hésité à travers son Guichet IDA 18 de prêter main forte à cette mairie. Ce projet phare de la commune de Dir n'est qu'un avant-goût des autres projets à exécuter pour le bien de cette communauté. En attendant, le maire Housseini Issa veille à la qualité des travaux afin de disposer d'un ouvrage réalisé dans les règles de l'art. Et depuis juin 2021, l'abreuvoir a été rendu fonctionnel. ■

Réactions



Housseini Issa, maire de la commune de Dir.

« Avec le PNDP, c'est un partenariat de haute facture »

Notre mairie est limitée à l'Ouest par la commune de Ngaoundal, au Sud par la commune de Bétaré-Oya, au Nord par celle de Nyambaka et à l'Est par Meiganga. Nous abritons environ 7500 réfugiés. Nous relevons que leur recensement par le HCR a été difficile parce qu'ils ne vivent pas dans un camp. Ils vivent dans les villages et les familles. Lors de la révision de notre Plan communal de Développement, nous avons fait le maximum d'efforts pour mettre la main sur tous les réfugiés. Ceux-ci pratiquent l'agriculture, l'élevage et le petit

commerce. Les femmes et les enfants font dans le commerce du bois de chauffe et cette situation à une incidence sur l'environnement. Nous sommes en train de réfléchir sur comment y remédier. A leur arrivée en 2013 et 2014, nous avions des conflits agropastoraux. Mais de nos jours, ils n'existent plus parce que grâce au zonage, chacun connaît les limites à ne pas franchir. Pour le moment nous gérons bien les conflits. C'est l'occasion pour moi de remercier le PNDP avec qui nous avons un partenariat de haute facture. Même si le Covid-19 est venu ralentir notre élan dans ce partenariat, nous pensons que tous les projets mûrés depuis 2017 sont en train de prendre corps. Il y a beaucoup d'autres choses à réaliser et nous comptons faire avec eux. Grâce au PNDP et à son Guichet IDA 18, la population de Dir a compris que le développement est participatif.

PORTRAIT

Bagodo Betaré

Le plus heureux de Wendocka



Le sexagénaire attend impatiemment la réception provisoire du point d'eau pour dire adieu aux maladies hydriques.

Âgé de 68 ans, Bagodo Betaré, porte-parole du chef du village Wendocka est aux anges. Il n'y a qu'à voir comment ses yeux brillent lorsqu'il regarde le point d'eau aménagé par la mairie de Dir grâce au PNDP à travers le Guichet IDA 18. L'attente de la réception provisoire soutendue par la mise en place d'une pompe pour arroser la localité paraît longue. Pour lui, c'est l'une des meilleures réalisations de la commune. Normal, il n'a pas consommé d'eau potable depuis belle lurette. Avec ce forage, ses 11 enfants et ses épouses ne vont plus parcourir des dizaines de kilomètres pour se rendre à la rivière afin de se ravitailler en précieux sésame. « Nous sommes contents même comme la construction

n'est pas encore finie. Nous savons que nous allons boire à la bonne source en disant au revoir à la diarrhée et autres maladies causées par de l'eau impropre à la consommation », se réjouit l'homme.

Logé à quelques mètres du forage, il ne manque pas l'occasion de s'y rendre pour admirer les travaux qui s'y déroulent et voir comment prêter main forte aux ouvriers. « C'est pour notre bien, donc il faut apporter sa contribution. C'est notre bijou et nous devons en prendre soin », lâche-t-il. C'est que l'homme caresse déjà le rêve de boire de l'eau fraîche sortie directement de la nappe phréatique tout comme le reste de la population de Wendocka. ■

PORTRAIT

Abdoulahi Dazo

Le plus Camerounais des Centrafricain

Accueilli à Wendocka depuis sept ans, le réfugié y vit comme un poisson dans l'eau.

Toujours avec son éternel sourire, synonyme de paix intérieure et de tranquillité à Wendocka, Abdoulahi Dazo dit à qui veut l'entendre qu'il est désormais un homme heureux. C'est dans ce village situé dans la commune de Dir que le réfugié centrafricain a été accueilli et pris en charge avec son épouse, ses enfants, son frère et son papa de regrettée mémoire. Très à l'aise dans sa communauté, il a dû ajouter deux femmes natives du coin dans son harem. Résultat des courses, avec ses trois épouses, il a vu le nombre de ses enfants grimper à 13. Ici, la communauté lui a offert une parcelle de terrain sur laquelle il s'est fait construire une cabane en tôles. « Je me sens à l'aise à Wendocka. Je n'ai aucun problème parce que je vis en paix et je suis très heureux de voir ce forage. Cela signifie que nous n'aurons plus des problèmes d'eau dans le village. Nous ne pouvons que dire merci au PNDP », a confié le déplacé.



A Wendocka, le quarantenaire s'occupe à l'agriculture. « Je vis et subviens aux besoins de ma famille grâce à la culture du maïs et du manioc. Après les récoltes, nous gardons une quantité pour la consommation et l'autre est destinée à la vente. Grâce à cet argent, nous nous ravitaillons en d'autres produits alimentaires », explique-t-il. Dans quelques semaines, le maire de Dir, Housseini Issa les a rassuré sur la réception définitive de l'ouvrage à la fin du mois de mai. Ceci parce que les travaux sont presque achevés. Une pompe sera installée afin de permettre à la population et surtout aux réfugiés d'étancher définitivement leur soif. Entre-temps, la population s'active à vouloir mettre de la propreté tout au tour de l'ouvrage pour lui donner encore plus fière allure pour que vive le développement local. ■

INTERVIEW

« Les bénéficiaires sont plus préoccupés par le renforcement de l'offre en services sociaux de base »

Nana Maadjou

Coordonnateur régional PNDP-Adamaoua

□ Comment appréciez-vous aujourd'hui la mise en œuvre du Guichet IDA 18 dans la région ?

Dans la région de l'Adamaoua, le Guichet IDA 18 présente quelques spécificités qu'il est bon de rappeler. Il est uniquement concentré dans quatre communes à savoir Dir, Djohong, Meiganga et Ngaoui et toutes situées dans un seul département. Il s'agit du département du Mbéré qui partage toute sa frontière Est, longue d'environ 170 Km, avec la République sœur de la Centrafrique. Cette frontière, de par sa porosité a été une des grandes portes ayant favorisé l'afflux massif des réfugiés Centrafricains en quête d'abri et de paix suite aux différentes crises sécuritaires qu'a connu malheureusement ce pays voisin. D'après certaines sources du HCR, le département du Mbéré à lui seul (hors mis ceux qui se sont installés dans les autres localités de la région) abrite près de 60 000 réfugiés (représentant 18% de la population hôte) installés pour certains, 32% dans deux sites aménagés (Borgop dans la commune de Djohong et Ngam dans la commune de Meiganga) et pour d'autres dans les communautés d'accueil (68%).

□ Qu'est-ce que ces projets changent fondamentalement pour les populations hôtes et les populations réfugiées ?

Une simple analyse révèle que les 52 projets concernés couvrent divers secteurs que sont, par ordre de priorité décroissante par rapport au montant total engagé pour 2020 et 2021, l'hydraulique (32,34%), l'agriculture et l'élevage (19,09%), les infrastructures marchandes (17,04%), l'éducation (16,63%), le transport (10,27%), l'assainissement (3,21%) et l'électrification (1,42%). Ceci montre que les bénéficiaires sont plus préoccupés par le renforcement de l'offre en services sociaux de base (eau, éducation et assainissement avec 52,18% du financement) initialement insuffisant et fortement en baisse du fait de la présence croissante des réfugiés sur le territoire de ces communes. Mais on constate aussi une forte propension vers la promotion de l'activité économique génératrice de revenus (représentant 47,82% du financement) afin de lutter contre le niveau de paupérisation de ces populations aussi bien réfugiés que population hôte,

améliorant ainsi leur capacité de résilience. Les principales activités économiques ciblées ici sont représentées par les projets agropastoraux, les projets d'amélioration des conditions et de la facilitation des échanges comme le désenclavement de certains bassins de production

□ Quels sont les autres besoins de ces populations ?

D'après certaines sources du HCR, « les enquêtes sur les intentions de retour menées en juillet 2018 auprès des réfugiés centrafricains ont montré que seulement 24% d'entre eux sont favorables au retour si la situation sécuritaire et socioéconomique devenait stable dans leurs localités d'origine ». Cette allégation prouve que la situation dans les communautés hôtes n'est pas prête à s'améliorer si des mesures fortes en matière de développement ne sont pas davantage prises pour réduire l'impact négatif engendré par cette crise.

L'analyse faite plus haut nous suggère de rester sur la même trajectoire balisée par les bénéficiaires à savoir, l'amélioration des indicateurs de pauvreté par le renforcement à outrance de l'accès aux infrastructures sociales de base (infrastructures hydrauliques et d'assainissement, sanitaires, d'éducation, etc.), l'amélioration de la capacité de résilience des groupes vulnérables (enfants, femmes, handicapés, etc.) et l'amélioration de la gestion intégrée et participative des ressources naturelles.

De plus, les besoins ressortis dans les PCD actualisés de manière participative dans les communes concernées et ayant intégré l'approche réfugié montre que les besoins sont énormes dans tous les secteurs. L'action du « Guichet IDA 18 », très salubre pour ces zones ayant subi de plein fouet la crise politico sécuritaire qui sévit dans le pays frère de la Centrafrique, vient en complémentarité des autres financements injectés par le PNDP dans la zone.

De par la multitude d'acteurs étatiques et non étatiques qui agissent dans le même espace, il est souhaitable qu'une bonne coordination soit actée par la hiérarchie afin d'aboutir à un résultat palpable.



Est

Adinkol, l'école maternelle qu'on n'espérait plus

La construction de cet établissement est venue résoudre un problème crucial qui se posait, aussi bien pour les locaux que pour les réfugiés.

Un toit de paille désassemblé, soutenu péniblement par neufs troncs d'arbustes émondés, se dresse à quelques mètres d'une route nationale. Cette construction improbable faisait encore, il y a quelques mois, office d'Ecole maternelle du village Adinkol, dans la commune de Mandjou. Erigé sur la place de la chefferie, le toit de chaume accueillait à l'air libre une quarantaine d'élèves. Un véritable cauchemar pour la directrice Yvonne Mbia qui avait du mal à tenir les enfants dans ces conditions. Entre le vacarme des voitures qui effrayaient les élèves, les crottes de chien et les puces qu'il fallait débarrasser tous les matins afin



de pouvoir poser des bancs ramenés du voisinage, la jeune enseignante ne savait où donner de la tête.

Aussi n'a-t-elle pas attendu la fin d'année scolaire pour intégrer les locaux flambants neufs de la nouvelle

école. Construit par les soins du PNDP, avec des financements IDA 18 de la Banque mondiale. Le nouveau bâtiment s'élève plus loin à l'intérieur des terres dans le calme propice à l'instruction.

Composée de deux salles de classes équipées, de deux dortoirs, de bureaux, d'un magasin et d'un bloc toilettes externes, la nouvelle école primaire d'Adinkol a fière allure. Elle accueille déjà 58 élèves, dont plus de 20 enfants de réfugiés. Fonctionnelle depuis le mois de mars 2021, cette école primaire est désormais une raison de fierté dans ce village de quelque 5000 âmes. ■

PORTRAIT

Yvonne Mbia

La conscience professionnelle à toute épreuve

La directrice de l'école maternelle d'Adinkol a dû faire preuve d'abnégation pour continuer à enseigner dans des conditions de travail difficiles, avant la construction du nouveau bâtiment.

Le soulagement et la joie d'Yvonne Mbia, épouse Ntoume ne sont pas retombés, même plus d'un mois après avoir intégré les nouveaux locaux de l'école maternelle d'Adinkol. Elle se souvient encore, avec un pincement au cœur, de cette journée de septembre 2019, lorsqu'elle prend service alors que l'école était sur la place de la chefferie. « J'étais énormément surprise. Je n'arrivais pas à croire que c'est une école et que c'est là que j'allais enseigner », se rappelle l'institutrice.

« J'ai beaucoup pleuré. J'étais découragée. Mon mari m'a beaucoup soutenue. Il m'encourageait à y aller. Il me disait que c'est le début et que tout irait bien ensuite ». Prenant son courage, Yvonne Mbia va décider de faire ce pour quoi elle a été formée. Cela ne se passera pas sans difficulté. « Comme



vous le voyez, l'école était en plein air et au bord de la route. Chaque fois qu'un bus passait, j'essayais de me cacher de peur qu'un proche me reconnaisse donnant des cours sous cette paille », raconte-t-elle. Formée à l'Enieg de Batouri, promotion 2004-2007, cette trentenaire se souvient que chaque matin, il fallait chasser les chiens qui trouvaient refuge sous ce toit, débarrasser l'espace des puces et

autres déchets, courir de maison en maison afin de récupérer quelques bancs pour les élèves. La journée de cours qui commençait ainsi pouvait s'arrêter quelques minutes plus tard si une pluie intervenait. « C'était difficile », lâche-t-elle.

Aujourd'hui, ce n'est plus qu'un lointain souvenir. L'école publique d'Adinkol est mieux logée. « A la chefferie, on n'avait pas d'effectif puisque les parents n'envoyaient pas leurs enfants dans ce milieu. On était en plein air, pas de chaise, pas de tables-bancs. Nous nous sentons plus à l'aise, le lieu est plus indiqué », se satisfait-elle. Celle qui a fait ses premières classes à Ngoundi II (Batouri) se sent désormais plus motivée pour travailler et se dit déjà plus performante à tenir ses élèves.

Est

Une école maternelle pour le bonheur des parents à Lolo I

Le bloc de salles de classe en gestation va permettre de structurer la pensée des tout petits. Jusqu'alors, les parents devaient les envoyer à des kilomètres de là.

Lolo I, l'un des 38 villages de la commune de Kentzou, dans le département de la Kadéy, est l'un des cinq sites aménagés dans la région de l'Est pour accueillir les populations réfugiées. D'après le chef de ce village, les réfugiés centrafricains sont arrivés en masse en 2014. Ils sont aujourd'hui plus de 12 000, pour une population totale de 15 000 habitants dans cette localité située à 28 km de la frontière. Frontière qui elle-même se trouve en effet à une trentaine de kilomètres de là. Les données des structures d'encadrement des réfugiés font état d'une forte population en âge préscolaire tant chez les populations hôtes que les réfugiés. Or le Professeur Henri Wallon, médecin-psychologue français, a démontré la valeur des premières années de la vie dans la formation de l'homme. L'édification d'une école maternelle participe de cette volonté d'accompagner les enfants dans la période préscolaire.

Adjacent aux bâtiments de l'école primaire de Lolo, don des partenaires, la nouvelle école maternelle de ce petit village de la commune de Kentzou prend forme. Prêt à être livré, le bâtiment comporte deux salles de



classe à équiper par le maître d'œuvre, deux dortoirs, un magasin, des bureaux et un bloc de latrines.

Le village n'avait pas d'école maternelle. Les parents avaient alors le choix entre : envoyer les tout-petits, prendre un logement avec leurs aînés à Kentzou, d'une vingtaine à une trentaine de kilomètres de là, soit alors attendre qu'ils aient l'âge pour entrer à l'école primaire. Parce que cette dernière option était privilégiée, de nombreux

enfants de Lolo I ne sont pas allés à l'école avant leurs cinq ans, rapporte Nicolas Mbonga-chef du village Lolo I. Construite grâce à des financements IDA 18 de la Banque mondiale, et matérialisée par le PNDP, la nouvelle école maternelle de Lolo sera prête pour accueillir de nouveaux enfants. Tout comme le nouveau bloc de salles de classe de l'école publique de Sandji II, non loin de là. ■

Réactions



Nicolas Mbonga, chef du village Lolo I

« Il faut en ajouter »

Il y a beaucoup d'enfants dans le village. Vraiment beaucoup d'enfants réfugiés. Le fait est que les enfants réfugiés ne vont pas tous à l'école. C'est pour cela que nous menons parfois des campagnes de sensibilisation. Mais si tous vont à l'école, toutes ces salles de classe seront largement insuffisantes. Il faut en ajouter. C'est également le cas pour les points d'eau, où nous avons ressenti la même pression due à cet afflux massif de réfugiés.



Yves Nkomolo Dena, habitant du village Lolo I

« Nous sommes une dizaine de familles qui envoyons nos enfants à Kentzou ».

J'ai deux enfants à la maternelle à Kentzou. Je paie le loyer d'une maison là-bas. Ils sont avec leurs deux grandes sœurs. Avec un loyer à 15 000 et leur nutrition, c'est très difficile. Je vais les voir toutes les deux semaines. Pour les enfants de la maternelle, c'est la deuxième année. De toutes les façons, j'ai deux autres qui n'ont pas encore l'âge d'aller à l'école. Nous attendons beaucoup l'ouverture de cette école maternelle ici à Lolo. Nous sommes une dizaine de familles dans ce village qui envoyons nos enfants à l'école maternelle à Kentzou.

INTERVIEW

«Les populations sont assez impressionnées»

Donatien Barka,
maire de la commune Kentzou



Le maire de Kentzou se réjouit de l'avancée impressionnante des travaux IDA 18.

□ Quelle est la situation des projets IDA 18 dans votre commune ?

Concernant IDA en cours d'exécution, la commune de Kentzou a bénéficié de deux ouvrages : un bloc de deux salles de classe avec un bloc latrine à l'école publique de Lolo I et un bloc maternelle. Déjà je suis un maître d'ouvrage satisfait, surtout de l'avancée des travaux. Les travaux avancent très vite.

□ Combien de réfugiés accueillez-vous ici ?

La population de Kentzou est estimée à 61 000 habitants, dont 25 000 hôtes et le reste ce sont des réfugiés. Avec ces statistiques, cela fait de la commune de Kentzou, celle qui a le plus été impactée par rapport à la présence des réfugiés dans la région de l'Est.

□ Sur quelles infrastructures de base avez-vous ressenti cet impact ?

En termes d'impact, je vais parler des écoles primaires, des forages. Je vais aussi parler des terres, parce que leur présence a eu un impact important sur l'environnement connaissant comment cette population aime utiliser du bois de chauffage qui doit se ravitailler en eau. Cet impact en eau et sur l'environnement est si important que cela génère souvent des conflits. Parce qu'il y a une déforestation très avancée et les points d'eau sont insuffisants. Au niveau de l'école primaire, si la situation était très grave avant, il y a une avancée significative, parce que les partenaires réalisent des investissements

avec une périodicité très régulière. Seulement, ces enfants quittent l'école primaire après pour aller dans les collèges. Ce pan a été abandonné. Il n'y a que deux lycées dans la commune. Ce qui fait que la population des enfants réfugiés abandonne l'école juste à l'amorce du secondaire.

□ Pensez-vous que les blocs de salles construites par des financements IDA 18 vont permettre de soulager la pression ?

Déjà, si on a construit là, c'est que le besoin a été identifié. Donc à coup sûr, les populations de Sandji sont assez impressionnées et contentes, parce qu'il y a de cela deux ou trois ans, c'était le dernier établissement. Avec ces nouveaux bâtiments, Sandji et Lolo peuvent être cités parmi les premiers villages à être mieux équipés.

□ Et pour l'école maternelle de Lolo I...

Je pense que c'est l'une des premières expériences en ce qui concerne les villages périphériques, ce bloc maternel est le premier du genre. Vous comprenez que les enfants en âge préscolaire ne bénéficiaient pas de structure. Le problème est même encore plus grave parce que certains abandonnent à l'entame de l'école primaire. A la maternelle on vous initie à la langue et lorsque vous restez à la maison, c'est à la SIL que vous découvrez le français pour la première fois. Certains abandonnent parce que leurs camarades se moquent lorsqu'ils ne savent pas s'exprimer.

Est

Santé améliorée au village Bedobo

Le nouveau centre de santé en construction dans ce village de la commune de Kette, draine toutes les espérances des populations obligées de parcourir des kilomètres pour des soins.

Impossible de ne pas sentir la forte odeur de Bétadine, mêlée au chloroforme, qui flotte dans l'air à l'intérieur de ce bâtiment aux pièces exiguës. Deux lits nus, qui ne tiennent plus que par la rouille, occupent une pièce étroite; tandis qu'à côté, le bric-à-brac est tel que seul le tensiomètre posé sur une table au milieu de deux chaises laisse penser à une salle de consultation.

Pour ce qui est de la salle d'attente, ou ce qui en tient lieu, elle est occupée par un lit bringuebalant et deux longs bancs, entre autres. Le ronronnement à peine perceptible d'un conservateur de vaccins est le seul bruit qui se dégage du petit bâtiment, où du reste, aucune âme qui vive n'est visible. Ici, c'est le centre de santé de Bedobo, dans la commune de Kette. C'est cette structure qui assure, tant bien que mal, les premiers soins pour les quelque 3000 habitants du village, dont près de 1000 réfugiés selon des chiffres du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), communiqués par Sa Majesté Mathias Nargaba Ndambi, chef de village. Ce n'est donc pas un hasard si Bedobo a été éligible aux projets IDA 18 de la Banque mondiale.

Avec l'accompagnement technique du PNDF, Bedobo va bénéficier d'un centre de santé équipé d'un incinérateur et d'un bloc de quatre latrines. Un projet qui tombe à point nommé d'après le chef Nargaba Ndambi Mathias. «Les femmes avaient des difficultés pour aller accoucher parce qu'il n'y avait pas la salle d'accouchement et la salle de soins n'est pas aux normes de ce qu'on voit ailleurs, dans les districts ou les centres de santé qui sont mieux développés. Les femmes accouchent sur place», fait-il savoir. C'est ce qu'a d'ailleurs fait Delphine Adama, mère d'un nourrisson de trois jours. Si elle confie avoir effectué toutes ses visites prénatales au centre de santé, tout proche, elle espère de tout cœur que le nouveau centre sera prêt pour les vaccinations.



Sur le site de cette future structure de santé, les ouvriers posent les chaînages pour les linteaux qui vont ensuite supporter la charpente. Le chef de chantier Koffi Aissaloh décrit la consistance du futur centre de santé intégré de Bedobo : une salle de conférence, des salles d'accouchement, des salles de soins, des bureaux dont l'un pour le planning familial, une pharmacie, un incinérateur et des

blocs de quatre latrines. Un ouvrage dont se satisfait déjà Djibrila Aladji Mahanou, chef de la communauté Bororo de Bedobo, pour qui «un centre de santé plus grand, c'est bon». «Nos sincères remerciements au PNDF. On ne s'attendait pas à cela. Ce centre de santé va beaucoup nous aider», n'a pas manqué de préciser le chef de village. □

INTERVIEW

« L'afflux de réfugiés a produit des effets sur les infrastructures »

Emmanuel Gbanga,
maire de la commune Kette



Le maire de Kette exprime les besoins essentiels de sa commune, dus au grand nombre des populations réfugiées accueillies.

□ Aujourd'hui, quelle est la situation de la commune de Kette en rapport avec les réfugiés ?

Vous êtes dans la commune de Kette dans le département de la Kadey, commune frontalière avec la République centrafricaine, qui compte une population d'au moins 40 000 habitants. Ajoutée à celle-ci une population réfugiée, d'après les statistiques du HCR, estimée à 31 000. Cet afflux de réfugiés centrafricains a produit des effets sur les infrastructures, qu'elles soient sociales ou hydrauliques. C'est pour cela que lorsqu'il fallait adresser cette question, nous avons ensemble identifié les écoles ou les centres de santé qui accueillent ces réfugiés. C'est ce qui explique les premiers projets sur fond IDA 18, que nous avons réalisés avec l'appui PNDP dans la localité de Boubara. Plus précisément la construction d'un bloc de deux salles de classe avec bureau du directeur à l'école bilingue de Boubakra. Parce que dans cette contrée, nous avons une bonne frange de la population réfugiée. Et sur le plan sanitaire, la construction du centre de santé, de Bedobo, qui abrite aussi une bonne partie de ces réfugiés. Donc c'est une première partie des projets qui ont été identifiés en 2019 et qui devait voir leur réalisation en 2020, n'eut été le Covid-19.

□ Qu'est-ce qui va changer au fond à Bedobo, avec le nouveau centre de santé ?

Vous avez visité le centre de santé actuel. Lorsqu'on a créé ce centre de santé, il fallait que la commune mette à disposition les premiers bâtiments avant de demander à l'Etat de construire le sien. Mais comme nous avons eu cette opportunité avec le PNDP et IDA18, tout le choix a été porté sur ce centre de santé qui viendrait changer le cadre de travail de tout le personnel qui exerce, d'ailleurs

vous n'avez qu'à voir la structure entre un bâtiment à deux pièces et un bâtiment moderne. Je crois c'est le jour et la nuit. Donc ça viendra booster le travail du personnel et en même temps encourager les populations et les réfugiés à aller se faire soigner de ce côté-là.

□ Et à l'école bilingue de Boubara...

A sa création, l'école bilingue de Boubara n'avait pas de bâtiment. Tel que vous l'avez visité, c'était avec l'appui d'un particulier que nous avons eu deux salles de classe en matériaux provisoires. Mais c'est une école à cycle complet pour deux salles de classe. Vous voyez que c'est insuffisant pour abriter en même temps les enfants camerounais et les enfants réfugiés. Voilà pourquoi ensemble et toujours suivant le Plan communal de développement, le choix a été porté sur cette école-là. Et aujourd'hui, cette école ne va plus souffrir d'infrastructures parce qu'auparavant les enfants s'asseyaient à même le sol. Ces salles de classe sont les bienvenues.

□ Et qu'est-ce qu'il en est des points d'eau ?

En dehors des salles de classe et des formations sanitaires, nous avons des points d'eau qui sont aménagés et qui sont partagés en même temps par les nationaux et les réfugiés. Ils subissent une forme de pression. Nous avons une pression sur l'environnement et les ressources environnementales. Les réfugiés vivent beaucoup plus avec le bois. La principale activité source de revenus c'est le bois de chauffe. Donc si un travail peut être fait dans ce sens-là pour pouvoir reboiser ce qui a été détruit ou bien ce qui est détruit par ces réfugiés, cela aiderait à résoudre de manière durable notre problème de l'environnement au niveau de la commune. □

East

Students and teachers better off in Tocktoyo

With the construction of a nursery school and teachers' accommodation, Tocktoyo village gives hope for real educational advancement.

It would be impossible not to notice the fresh air of development that spreads over Tocktoyo. As the closest village to the border, it is home to a very large Central African refugee community; 26,000 out of a population of 56,000. This massive influx of people has been growing steadily since 2005, with a peak recorded between 2013 and 2014.

The doubling of the population has had an impact on basic social infrastructure, such as water points. The mayor of the town, Levy Abah, reports, for example, that "queues" were never lacking around boreholes. Likewise, classes have become overcrowded.

To relieve this pressure, the Municipality of Ouli is one of those chosen to benefit from micro-projects financed by the World Bank, through the IDA 18 facility. A fully equipped nursery school with two classrooms, offices, dormitories and a store is being built in Tocktoyo.



At the end of April, the labourers were putting on the last coat of paint and getting ready to pack up their equipment. Further on, the on-call house of the Tocktoyo Government School is waiting for its

first occupants. Two flats with two bedrooms each, living room, kitchen and external toilet blocks look great. Two achievements that embellish the small village, another reason for satisfaction of the inhabitants. ■

Reactions



Levy Abah, Mayor of Ouli

« These are good measures ».

In relation to the construction of the nursery school and the caretaker's house, this is already a good measure of accommodation for the teachers and the number of children on the benches. The influx of refugees has increased enrolment, especially at the nursery school level. There was no nursery school. With this school, children will feel comfortable.

Sohaibou Abdo, 3rd class traditional ruler



« Nursery school improves the learning conditions of our little children »

The arrival of refugees has increased the number of pupils in the schools, especially in Tocktoyo, because it is the closest village to the border. Thanks to the intervention of the state, through the PNDP and international partners, this has somewhat remedied the situation. However, much is still to be done. Classrooms remain full, as do water points. Even with what has already been done, this does not cover much of the deficit. The nursery school beautifies the city, it improves the conditions for the education of our little children, who will have the courage to go to school, and it facilitates the work of their teachers.

East

Drinking water for households in Garoua Boulai

Three boreholes built in different parts of the city increase the availability of water for a population that has exploded with the arrival of massive numbers of refugees.

Garoua-Boulai is no exception to the bubbling charm of the border towns. The small town is the largest gateway between Cameroon and the Central African Republic. The border post at Shell, which host trucks carrying goods, immigration services, military and security posts, is not the only way in. The city authorities acknowledge that many people use unconventional tracks and cross the 100-metre wide buffer zone that separates the two countries. It is only logical that the city now has almost 60,000 refugees and over 90,000 natives. As a result, there is strong pressure on basic infrastructure, primarily water points.

As a result, the city has benefited from three micro-projects in this area. Three boreholes with human powered pumps. One was built in a neighbourhood called Hôtel de ville, another in the Béthanie and the third in Doforo, at the south entrance to the town, on the



side of the National Road No. 1 which crosses the town towards the North of the country.

These infrastructures were built with the technical support of the PNDF, with IDA 18 funding from the World Bank. To

the delight of the beneficiaries. They acknowledge that water resources were becoming scarce. Some had to fetch water from miles away and take their place in endless queues. People are therefore demanding more water points to meet their needs. ■

Réactions



Lionel Joumessi, resident of Doforo

« This borehole comes to solve a very big problem ».

Before, to get water, you had to go either to the Doforo spring, which is three kilometres from here, or you had to go to another point. This was not easy at all. So, before this borehole was inaugurated, people had already been allowed to come and carry water. They were so pleased. This borehole comes to solve a very big problem. This morning, as soon as we turned the hose, water started flowing. Everyone in the neighbourhood comes here for their supplies. More than 100 people most of the time.

Leonard Bede Golike, resident of Doforo



« The demand is very high ».

Here in the Doforo neighbourhood, with the influx of refugees, the water problem has been very crucial in Garoua-Boulai. We are very grateful to the PNDF for giving us this water point. The demand is very high here. This is due to the high density. We are hosting just over 2000 refugees in this area. There is, for example, a gentleman who has settled very close to this place. He has four wives and 22 children. Imagine then that you have 10 families like this one. You can see that this increases the need for water.

East

Garoua Boulai : A school without borders

With an overcrowded school population, favoured by the influx of refugees from the nearby Central African Republic, the Government Primary School at Shell neighbourhood is impatiently awaiting the completion of work on the new classrooms.

The Government Primary School La Frontière could not have deserved a name better than this one. Built at an angle on the side of a hill, its end-of-country feel is reinforced by the uninhabited landscape that stretches out in the distance, beyond the depression in the land that seems to surround its three buildings, one of which is under construction. Yet it is more than 400 metres away, as the crow flies, behind this school, that the border post separating Cameroon from the Central African Republic is located. This proximity partly explains why the Government Primary school La Frontière, in the Shell neighbourhood in Garoua-Boulai, has four times the number of pupils it can accommodate.

There are more than 730 pupils crammed full into four classrooms, for a school with a complete cycle, from class 1 to class 6. Here, nearly 200 pupils are children of refugees. Classrooms are crowded. Sitting on the floor and on the few tables and benches available, pupils from the Government Primary School La Frontière attend classes. These are in fact "multigrade classes",



those with pupils of several levels, as Nicole Béatrice Nkoumba, the school's Headmistress, explains.

A real challenge for the teachers, the headmistress and two other teachers. "As a teacher, the problem I encounter on the field is that of the number of pupils, which is very high. Because I manage two grades in one room," he explains. In this multi-grade class, there are 120 pupils, including more than 50 refugee children. "This puts more pressure on the classes because some parents expect good performances.

But in class it is not easy to have control over all the pupils," he says. He also does not hide his impatience to see the completion of the new building where workers are busy with the finishing touches. "With the new buildings, it will break up the levels and lighten the workload for the teachers," he says. This block of two classrooms with an administrative block and latrines is the result of IDA 18 funding, implemented by the PNDP. It will reduce the number of pupils and the pressure exerted by the arrival of new pupils. 

Reactions



Nicole Béatrice Nkoumba, Headmistress of the Government Primary School La Frontière

« We didn't have enough classrooms ».

I am very happy. I am satisfied. We are crammed full into one classroom. They are multi-grades classrooms, that is two classes in the same classroom. With these new classrooms, we shall take the two class 5 and class 6 which are going to be in the new building. This will enable class 3 to remain in the old building. It should be noted that these classes are multigrades because we do not have many classes. With the arrival of these refugees, we are obliged to put them in one class.



Hamza Hamalomo, Teacher at the Government Primary School La Frontière

« We are greatly waiting for the end of works ».

The new building constructed by the PNDP will help to reduce the number of pupils. For the time being, I have more than 200 pupils in my class and it is difficult to handle them all. As a teacher, I am obliged to maintain them. We are greatly waiting for the end of works so as to reduce the number of pupils per class. This will make our work easy.

Est

Une résidence d'astreinte pour les enseignants à Nadoungue

A l'école publique de ce village de la commune de Garoua Boulai, un logement en construction va permettre de sédentariser le personnel enseignant.

Le panneau de chantier qui borde la nationale N°1, entre Bertoua et Garoua-Boulai au village Nadoungue indique bien qu'ici, « un logement d'astreinte avec un bloc-latrines à deux compartiments » est en construction à l'école publique. Sur le chantier à quelques mètres de là, derrière ladite école publique, sept ouvriers et techniciens s'activent depuis le 24 novembre 2020. Et en cet après-midi ensoleillé d'avril 2021, le bâtiment se dresse fièrement dans la vallée moutonnée au milieu des arbustes d'une forêt de transition.

Le gros œuvre est fait, le crépissage marque le début des travaux de finition, explique le jeune chef de chantier qui ne cache pas son assurance : l'infrastructure sera achevée dans une semaine. Et ce malgré les difficultés d'approvisionnement en matériaux, notamment le sable qui est rare dans la région, le ciment ou le bois qu'il faut aller chercher à plusieurs kilomètres, à Bertoua ou à Garoua-Boulai. En fait d'infrastructure, le projet de logements d'astreinte de l'Ecole publique de Nadoungue consiste en un bâtiment de deux appartements, dont chacun



comporte deux chambres à coucher, un salon, une cuisine, une véranda, des latrines externes et hangar de cuisine. Chacun de ces appartements est prévu pour accueillir une famille de six personnes. L'idée ici est d'offrir un logement au personnel enseignant de l'école afin de les sédentariser.

Tel que l'explique le maire de la commune de Garoua-Boulai, dont dépend Nadoungue, les enseignants vont de très loin pour l'école. Ils sont de fait la plupart du temps en retard et fatigués par le trajet qu'il faut effectuer quotidiennement. Dès lors, mettre à leur disposition un logement au sein du campus de l'école permet de les fixer et d'améliorer leurs conditions de travail.

Ces derniers reconnaissent d'ailleurs que dans les habitations faites de briques de terre du petit village calme de Nadoungue, les conditions de logement sont difficiles et le loyer onéreux pour des instituteurs.

Ce projet de logement d'astreinte a été rendu possible grâce aux financements IDA 18 de la Banque mondiale, qui à travers le PNDP, aide à la réalisation d'infrastructures de base mises à l'épreuve par l'afflux de réfugiés centrafricains. L'école publique de Nadoungue accueille plus de 80 élèves réfugiés sur un effectif de près de 500 élèves. ■

Réactions



Victor Wangba, directeur Ecole publique de Nadoungue

« Cela va aider les nouveaux enseignants à s'installer ».

Je viens de l'Extrême-Nord. Je ne connais personne ici. Au village, c'est un peu difficile en ce qui concerne le logement. Ces maisons d'astreinte vont également améliorer la sécurité, car en l'absence de personnel, certains viennent vandaliser l'établissement. Avec le logement d'astreinte juste derrière, cela va permettre de garder un œil sur l'école. De plus, il y a certains enseignants qui sont affectés ici, sans matricule. Un tel logement leur permet de s'installer et de se poser. Nous avons une enseignante qui vient de Bertoua et qui est obligée de prendre une chambre ici.



Elise Gabrielle Moutongo, institutrice

« J'ai un sentiment de sécurité ».

Je suis satisfaite du fait que le PNDP nous offre un logement cela va nous permettre de ne plus louer où les conditions d'habitation ne sont pas toujours saines. Avec ces nouveaux logements, j'ai un sentiment de sécurité et de quiétude parce que c'est plus décent.

INTERVIEW

« Une seule SIL pouvait avoir 600 élèves »

Adamou Abdon,
maire de Garoua-Boulai

L'Élu ne cache pas sa satisfaction face à l'apport de IDA 18.



□ Quelle est la situation de la commune qui accueille des milliers de réfugiés ?

Il faut déjà noter que nous nous retrouvons à 99 000 habitants autochtones et 59 000 populations réfugiées. L'afflux de ces réfugiés a évidemment pesé sur les infrastructures de base. Heureusement avec les partenaires sociaux, les ONG, cela nous a permis de résorber certaines difficultés qu'on avait, notamment le parc hydraulique de Garoua-Boulai qui s'est grandement amélioré, avec les apports du PNDP et les financements des partenaires internationaux. Les écoles se sont vues également dotées de nouvelles salles de classe avec des tables-bancs. Tout ceci a permis que nous puissions gérer à bon escient la présence des réfugiés dans notre commune.

□ Quels problèmes se posaient au niveau des infrastructures de base ?

Au niveau des écoles, il y avait les effectifs qui avaient presque triplé dans le village Gado Badjere où il y a le

plus grand nombre de réfugiés, et notamment à Garoua-Boulai. Le problème de tables-bancs se posait, ainsi que celui des salles de classe. Le PNDP et les autres partenaires ont essayé de rapidement construire de nouvelles salles. Ce qui a permis de réduire les effectifs pléthoriques par salle. Par exemple, une seule SIL pouvait avoir environ 600 élèves à Gado Badjere. Ce qui n'était pas gérable. C'est aussi le cas de l'école publique de la frontière, où nous avons une forte population réfugiée. Ces nouveaux bâtiments vont aider.

□ Et les logements d'astreinte...

Les logements d'astreinte n'existaient pas beaucoup par le passé. C'est une nouvelle donne. L'Etat essaye, autant que faire se peut, de donner des logements d'astreinte aux enseignants. Et nous sommes en train de le faire progressivement. Cela résout la ponctualité et la présence des enseignants à l'école. Certains enseignants n'habitent pas dans les villages et doivent parfois faire 30 à 40 km par jour pour aller enseigner. Avec ces logements, ils seront stabilisés dans les villages. □



N° VERT 8567

Le PNDP dispose d'un **numéro vert**



Est

Les tout-petits de Boulembe choyés

Cette infrastructure va permettre de libérer les locaux que l'école maternelle occupait au sein de l'école primaire, faute de salle de classe.



Le bruit d'un marteau qui frappe sur un clou récalcitrant. Une pelle qui crisse sur du gravier. Le gazouillis des oiseaux haut dans les arbres et le vrombissement de moteurs de voiture qui glissent de façon intermittente sur la Nationale n°1. Telle est la symphonie qui perce le calme de ce hameau constitué de quelques habitations éparses. A Boulembe comme à plusieurs endroits de cet axe, l'école publique est construite à quelques mètres de la Nationale, à une vingtaine de kilomètres au Nord-Est de la grande ville Bertoua.

Les trois bâtiments délabrés dont les fondations sont patiemment rongées par l'érosion guettent avec envie le nouveau venu qui dresse fièrement sa stature à quelques mètres de là. Une dizaine d'ouvriers s'activent autour de ce qui sera la nouvelle école maternelle de Boulembe. Une première. Ceci a été rendu possible grâce à l'appui technique du PNDP, sur financement de la Banque mondiale à travers le mécanisme IDA

18. En ce vendredi du mois d'avril, les ouvriers affichent leur optimisme, plus qu'une semaine de travaux et l'école maternelle de Boulembe sera achevée. Elle va comporter deux salles de classe, des bureaux, deux dortoirs et un magasin.

Jusque-là, l'école maternelle de Boulembe n'avait pas de locaux et occupait une classe de l'école primaire déjà en déficit de salles. Voici ce qu'en explique Jean Gouajio ; directeur de l'Ecole publique de Boulembe : « *c'est une école à cycle complet qui a plus de 700 élèves. Pour une école qui se veut à cycle complet justement, il faut au moins six salles de classe, de la SIL au Cours moyen 2. Notre école comporte sensiblement cinq salles de classe parmi lesquelles quatre sont fonctionnelles, dont une est occupée par la maternelle* ».

C'est donc avec une joie non dissimulée qu'il accueille le projet de construction d'une école maternelle au sein de son campus, car la nouvelle infrastructure

va permettre de désengorger les salles de classe de l'école primaire. « *Alors, lorsque vous construisez cette maternelle, ajoute-t-il, vous nous donnez un souffle de vie par rapport à nos enfants qui ne peuvent pas vraiment occuper toutes les salles de classe* ». Ce responsable indique par ailleurs que les réfugiés sont nombreux dans le village et leurs enfants qui ont intégré l'école ont gonflé les effectifs. Ils sont, à date, près de 200 à l'école primaire pour plus de 20 à l'école maternelle. « *Jusque-là, il nous faudra encore des salles de classe pour atteindre les six nécessaires, car nous fonctionnons encore avec quatre* », fait savoir le directeur Jean Gouajio pour qui la création de cette maternelle est « *pour nous un ouf de soulagement* ».

Dès 2014, la crise sociopolitique en République centrafricaine s'aggrave. Les combats et les opérations militaires jettent sur les routes des milliers de familles qui traversent la frontière pour trouver refuge au Cameroun. ■

Est

L'école publique de Kouba s'agrandit

De nouvelles salles de classe vont permettre de désengorger les deux salles uniques de cours qui accueillent chacune deux niveaux dans ce village de la commune.

Jusqu'à une date récente, c'est un bâtiment de deux salles de classe, construit il y a quelques années par le HCR qui servait d'Ecole publique de Kouba. Deux salles de classe, pour une école à cycle complet, de la SIL au CM2. Afin de répondre à la demande, la direction de l'établissement a jumelé les niveaux. Ainsi, les CM occupaient une salle divisée en deux par une cloison de paille. Idem pour les classes de CE1 et CE2.

Même si ici le nombre d'élèves réfugiés a considérablement diminué – il était supérieur aux élèves nationaux – il reste des enfants réfugiés centrafricains dans le village qui suivent des cours à Kouba. Le directeur de l'école compte un effectif de 439 élèves, dont près de 100 sont des enfants réfugiés. Le village compte quant à lui plus de 2500 âmes pour plus de 600 réfugiés.

C'est donc avec beaucoup de joie que le personnel enseignant et les élèves



accueillent le nouveau bâtiment, un bloc de deux salles de classe, bureaux et blocs latrines. C'est le cas de Madjiatou, élève centrafricaine de l'Ecole publique de Kouba, qui se dit impatiente d'intégrer les nouveaux bâtiments. Il est à rappeler que ce projet

d'augmenter les capacités d'accueil de l'école publique de Kouba a été rendu possible grâce à un financement IDA 18 de la Banque mondiale. Le PNDP en a assuré la mise en œuvre technique, en accord avec la commune de Mandjou. ■

Réactions



Lambert Abie, directeur école publique de Kouba

« Cela va améliorer aussi les résultats ».

La construction de ce bâtiment est pour nous une grande satisfaction, compte tenu du besoin en infrastructures que nous avons ici. Nous avons ce bâtiment, don du HCR et depuis nous ne cessons d'envoyer des correspondances pour dire que l'école a un grand besoin. Déjà au niveau des enseignements, les enfants seront très bien assis. Ça améliore aussi les résultats. Cela va également résoudre le problème de l'insuffisance des salles de classe. Vous avez vu, il y a une salle qui est divisée en deux avec du matériel dérisoire. Les Cours moyens 1 et 2 se retrouvent dans une même salle. Le CE1 et 2 se retrouvent dans une autre salle. Puisque chaque classe a ses contenus et lorsqu'on les jumelle, généralement on favorise la classe supérieure. L'enseignant ne va pas faire de la magie pour couvrir les deux programmes. Si on bénéficie d'un autre bloc cela va résoudre le problème de tout un cycle parce qu'il s'agit ici d'un cycle complet. Chaque niveau aura sa salle de classe.



Philémon Ngouri, chef de village Kouba

« Avant, les parents n'envoyaient pas leurs enfants à l'école »

Ce bâtiment met la population à l'aise. Cette année, les parents ont saisi cette occasion pour envoyer leurs enfants à l'école parce qu'ils ont vu le nouveau bâtiment. Cela les a intéressés. Avant, ils n'envoyaient pas tous leurs enfants. Les parents ne pensaient pas que les enfants seraient tenus dans de bonnes conditions. Maintenant ils le font spontanément. Moi j'ai mes huit enfants dans cette école.

East

The problem of revolving classrooms solved

Before the classrooms provided by the World Bank's IDA 18 funding, the management of this school used to put students from several field of studies in one hall.



Sylvestre Mpah Viang, the Principal of Government Technical High School Mandjou recalls the difficulties his administration had to deal with in order to overcome the lack of classrooms in this school. "We had a glaring lack of infrastructure, be it at the level of classrooms or the administrative block for staff," "During technical classes, students were all grouped together, but later on we had to get into the technical side of things and everyone had to be in their own classrooms," says the Principal.

Now, he indicated, "here we have eight courses, imagine in a day where

you have to break up five classes so that each one follows his/her own course. It was getting very difficult. According to the Principal Mpah Viang, the Mandjou Technical High School "does not necessarily have a problem of overcrowding, but it (the new building), has made it possible to solve the problem of he said rooms. The school has 936 students, of which 105 are refugees. "This donation has enabled us to reorganise the school so that the Lower Students move into the new buildings and the others have the classrooms they left behind. It solved a very big problem". The construction of a block with two-classrooms by the PNDP with the IDA 18 funding thus solves the problem

of rotating classrooms. "It really helped us, because we were in need," confirms Ebenezer Hobo Mvam, Head of Industrial Works at the Mandjou Technical High School. According to him, in addition to allowing each speciality to follow vocational courses separately, the new classrooms have facilitated compliance with the barrier measures against the coronavirus. Indeed, students can now be arranged in groups of less than 50 per classroom. This is a godsend for this school, as the Principal Sylvestre Mpah Viang confides. "It gives us a lot of joy, because it helps to resolve a situation." ■

INTERVIEW

« La solution est venue avec les projets IDA 18 »

Innocent Frédéric Kassala Djonl,
maire de Mandjou

Le maire de Mandjou salue la mise en œuvre de ce financement et exprime sa satisfaction.

□ La présence des réfugiés dans votre commune a-t-elle eu une incidence sur les infrastructures sociales de base ?

Il y a eu une incidence sur les infrastructures de base. Ce d'autant plus que la péréquation des efforts consentis par l'Etat se fait par rapport à nos populations. Mais aujourd'hui, avec l'afflux des réfugiés, la demande est au-delà de ce qui était prévu par l'Etat. C'est pour cette raison qu'il faut déjà louer les projets IDA 18 qui ont non seulement permis d'améliorer les conditions de vie des populations, mais encore plus cela permet de contenir les populations frères, ces réfugiés qui sont venus vers nous. Je l'accueille avec beaucoup de satisfaction.

Ce sont des projets qui viennent non seulement m'aider à réaliser ce que je me suis fixé comme objectif, mais aussi améliorent les conditions de vie de nos frères voisins.

□ Qu'est-ce que la construction de blocs de salles de classe vient résoudre comme problème ?

Nous avons une base principale des réfugiés à Mandjou, à Boulembe et à Kouba. Et Kouba est très proche de la zone de Mandjou, ce qui fait qu'il y a une très forte communauté réfugiée qui s'y retrouve. Pour cela, la construction de cette école est venue alléger une pression que le directeur de cette école ressentait déjà. La situation des salles de classe était un véritable problème. Il faut aussi souligner que la réalisation des projets IDA 18 ne sont pas seulement en direction des réfugiés. C'est aussi avec les locaux. Ce qui fait que les besoins se sont exprimés au niveau de l'école maternelle d'Adinkol, qui n'a véritablement pas une forte communauté réfugiée, mais avec les locaux également qui ont eu ce besoin ; et immédiatement la solution est venue avec les projets IDA 18. C'est le lieu pour nous de nous réjouir de l'implémentation de ces projets. □



Programme National de Développement Participatif

**SUIVEZ-NOUS
DÉSORMAIS SUR**



PNDP-Programme-National-
de-Développement-Participatif



Programme National de
Développement Participatif@
de_programme



www.pndp.org



Est

Des petits projets pour de grands changements

La construction de nouvelles salles de classe a grandement amélioré les conditions de travail et la capacité d'accueil du Cetic de Tongo Gadima et les nouveaux forages offrent de l'eau potable.



Bernadette Gertrude Beyala est encore habitée par l'émotion, et doit s'y prendre par trois fois pour enfin ouvrir l'une des salles du bâtiment flambant neuf du Cetic de Tongo Gadima, un village de la commune de Ngoura. En ce milieu d'après-midi ensoleillé de mercredi, l'enseignante d'histoire-géographie est la seule sur le campus. Elle donne des cours de remise à niveau à quelques élèves dans l'une des anciennes salles de classe, en matériaux provisoires et délabrées de cet établissement d'enseignement technique qui va de la première à la quatrième année.

Ici, les salles sont ce qui manque le plus. « On n'avait que deux salles de classe. On se retrouvait souvent trois professeurs dans une salle de classe. C'est éprouvant et difficile », révèle-t-elle. Le fait est que l'arrivée massive de réfugiés depuis plus de deux ans,

a fait exploser les effectifs dans les salles de cours. « On se retrouvait dans une situation où ils (les élèves, NDLR) devaient s'asseoir plus de quatre par banc », explique l'enseignante. C'est alors avec un soulagement et une satisfaction non dissimulée que cette responsable accueille le bloc de deux salles de classe avec bloc administratif et bloc latrines construits par le PNDP, sur financement IDA 18. Bien qu'officiellement réceptionné le 4 mars 2021, le nouveau bâtiment n'est pas encore occupé. Il tarde d'ailleurs à l'enseignante et aux élèves d'investir les nouveaux locaux.

A Garga Sarali, un bourg de la commune traversé par la Nationale N°1 et situé quelques kilomètres plus au Nord de Tongo Gadima, les populations apprécient la nouvelle pompe à motricité humaine. Célestin Mondo, le chef de village de 3^{ème} degré de Garga Sarali convient que

cette infrastructure change bien le quotidien des riverains. En plus de fournir plus d'eau à une population sans cesse grandissante du fait de la présence de nombreux réfugiés, le forage à motricité humaine construit sur financement IDA 18 permet d'éviter les maladies hydriques, confie l'autorité traditionnelle. Car le reconnaît-il, les populations allaient jusque-là s'approvisionner dans des sources aménagées près des marécages.

Une utilité éprouvée à Guiwa Yangamo qui a également bénéficié d'une pompe à motricité humaine. Cependant, un bloc de deux salles de classe et bloc administratif tardent à voir le jour au Lycée classique de Guiwa Yangamo. La faute à l'adjudicataire du marché qui n'a pas pu se mobiliser. Ce qui lui a d'ailleurs valu la résiliation de son contrat. ■



Réactions



Célestin Mondo, chef de village à Garga Sarali

« Nous avons moins de personnes malades ».

Ce point d'eau nous a beaucoup aidé. Nous en sommes très fiers. Tout le monde était content pour ce que ce point d'eau nous permet de faire. Cela fait une quinzaine d'années que les réfugiés sont ici avec nous. La venue de ces réfugiés a fait augmenter la population. Cela a eu un impact, notamment sur les points d'eau. Parfois l'eau finissait et il fallait attendre qu'elle remonte. Et quand c'est fait, tout le monde s'approvisionne. Avant la construction de ce point d'eau, on puisait de l'eau dans les marécages. Cela apportait des maladies. Maintenant, nous avons moins de personnes malades à cause de l'eau.



Bernadette Gertrude Beyal, enseignante au Cetic de Tongo Gadima

« Nous étions trois professeurs dans une classe ».

Nous les enseignants nous sommes plus à l'aise. Même nos élèves. Parce qu'on se retrouvait dans une situation que nos chefs hiérarchiques ne comprenaient pas. Par exemple, mon inspecteur était arrivé ici en 2018. Il m'a dit « *madame, de toute ma carrière je n'ai pas été dans une salle de classe avec un autre professeur. Mais je vous trouve vous êtes à trois. Comment faites-vous ?* ». Donc, désormais, nous nous sentons aussi comme les autres en ville. L'enseignant a au moins une chaise, une table où il peut poser ses effets. Il n'y a plus de promiscuité. On dit vraiment merci.



Margueritte Namgon, habitante de Garga Sarali

« On souffrait beaucoup pour trouver de l'eau ».

Je suis content pour ce point d'eau qu'on nous a donné. Nous n'avions pas d'eau ici. On souffrait beaucoup pour trouver de l'eau. Maintenant nous sommes à l'aise. Ce point est pour tout le monde. Maintenant, nous allons instituer une petite quête, pour pouvoir entretenir ce forage et l'arranger si ça se gâte. Nous disons un grand merci à tous ceux qui ont permis d'avoir ce point d'eau.



Christelle Grace Aba, élève au Cetic de Tongo Gadima

« Nous remercions ceux qui ont construit ce bâtiment »

Depuis le début de l'année, je fréquente dans les anciens bâtiments. Après on a construit de nouvelles salles de classe. C'est bien ici, c'est propre. Dans les anciennes classes, lorsque la pluie tombait, nous étions inondés. Dans les nouveaux bâtiments, ce n'est pas le cas. Je remercie ceux qui ont construit ce bâtiment, notamment le PNDP.

INTERVIEW

« Le nombre d'élèves a triplé dans les écoles »



Michel Mada, Maire de Ngoura

Le chef de l'Exécutif municipal de Ngoura lance un appel à la multiplication de telles initiatives.

❑ Quelle est aujourd'hui la situation des projets IDA 18 dans votre commune ?

Ma commune a bénéficié de certains projets du mécanisme IDA 18. Notamment les latrines et la construction de deux salles équipées au Cetic de Tongo Gadima et un autre bloc de deux salles équipées avec latrines et bureau du directeur à Guiwa Yangamo. Le bloc de deux salles et bureau du directeur de Tongo Gadima a été construit, équipé, et livré dans les délais. Les forages de Garga Sarali et Guiwa Yangamo ont aussi été livrés. Nous avons un souci avec l'adjudicataire du bloc de deux salles de classe et bureau du directeur du Lycée de Guiwa-Yangamo qui n'a pas pu se mobiliser à temps. Nous sommes en train de résilier le contrat pour pouvoir confier l'ouvrage à un autre adjudicataire. Nous avons les logements d'astreinte aussi qui sont en train d'être construits.

❑ Quelle est l'importance de ces microprojets pour les populations hôtes et les populations réfugiées ?

Cette importance n'est plus à démontrer. Vous pouvez le constater, nous manquons énormément d'infrastructures

de base au niveau des écoles, au niveau de nos populations réfugiées et hôtes. La construction de ces ouvrages est en train d'améliorer de manière progressive le manque d'infrastructures dans notre commune. Je ne peux pas vous le dire avec exactitude, mais nous franchissons la barre de 10 000 réfugiés aujourd'hui.

❑ Avez-vous ressenti une pression au niveau de ces infrastructures de base ?

Nous l'avons ressentie. Si vous prenez un village comme Tongo Gadima qui accueillait un certain nombre d'élèves, avec l'arrivée de nos frères centrafricains, le nombre d'élèves a triplé et cela a eu des conséquences au niveau des infrastructures scolaires, et même au niveau des forages. Tout cela va ensemble. D'où l'importance de multiplier ces infrastructures. Comme vous le savez, il y a des règles qui disent que pour une salle de classe, il faut tel nombre d'élèves, pour un forage il faut tel nombre de ménages. Vous constatez que nous avons toujours besoin de multiplier ces infrastructures pour essayer d'améliorer et d'atténuer les besoins que nous éprouvons au niveau de chaque village. . ❑

Programme National de Développement Participatif

Si vous faites face à une difficulté dans le cadre de nos activités ;
Si vous constatez une irrégularité dans la réalisation d'un microprojet ;
Si vous souhaitez vous renseigner sur nos missions et réalisations...

Contactez-nous



Gratuit



COVID-19

Comment vous protéger et protéger les autres ?



LAVER
RÉGULIÈREMENT
LES MAINS



PORTER UN MASQUE
DE PROTECTION



ÉVITER TOUT
CONTACT PHYSIQUE



TOUSSER OU ÉTERNUER
DANS SON COUDE OU
DANS UN MOUCHOIR



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE



AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT



« LE PNDP CONTRIBUE AU DÉVELOPPEMENT LOCAL À TRAVERS »

